

Tribune socialiste

# ts



HEBDOMADAIRE DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50  
n° 658 du 23 au 31 mai 1975

Portugal  
un pas de plus

# GISCARD:

# un an



# ça suffit !

# Sommaire

- CII : la valise ou l'action ..... p. 4
- PS : les contradictions du CERES ... p. 5
- PC : liberté chérie ..... p. 5
- « Clés pour l'autogestion »  
d'A. GUILLERN et Y. BOURDET ..... p. 6
- les syndicats face aux cadres ... p. 7
- UNIMEL : les patrons s'affolent ... p. 8-9
- USINOR : la bataille du HF1 ..... p. 8
- CHAUSSON : le « tract » de la direction p. 9
- NUCLEAIRE : enfin à la télé ..... p. 10
- LOGEMENT : les éternelles mesures p. 11
- ARMEE : pour des états-généraux . p. 12
- LAOS : le nouveau domino ..... p. 13
- PORTUGAL : une nouvelle étape ... p. 14
- ANGOLA : l'avenir de deux révolutions p. 15

## Calendrier politique

### ● Le MDLP et la militarisation

Deux journées de travail sur la militarisation, les 31 mai et 1er juin, à l'Ageca, 177 rue de Charonne, 75011 - Paris. Samedi 14 h 30 : militarisation du domaine social ; dimanche, 9 h 30, militarisation de l'économie ; dimanche, 14 h, socialisme, armement atomique, alliance atlantique. S'inscrire auprès de la commission Armée du PSU.

### ● Fascisme en Italie

Trois soirées-débat-projections de films-expos photos et dessins sur la lutte antifasciste en Italie, de 1945 à 1975, animées par le groupe de débat et d'information politique sur la réalité italienne, en collaboration avec le Centro Studio Piero Gobetti. Maison d'Italie, Cité Universitaire, bd Jourdan, à Paris (à 21 h, les 27, 28 et 29 mai).

### ● Minorités nationales

La commission Minorités nationales du PSU se réunit à Toulouse, le samedi 24 mai, à 10 h, 3 rue d'Aubuisson.

### ● Bernard Remy

Son procès est prévu officiellement pour le vendredi 6 juin, au Tribunal permanent des forces armées de Bordeaux. La brochure qu'il a écrite « L'armée contre le mouvement populaire » — et que Claude Bourdet a préfacé, est toujours en vente aux éditions Syros, 9 rue Borromée, Paris 75015

### ● Eva Forest

Le 2 juin, de 19 à 23 h., à la Mutualité à Paris, 4 heures pour l'Espagne : forums, débats et films sur l'émigration, les femmes, les minorités nationales, les luttes ouvrières, la situation et les perspectives politiques (organisé par le collectif de soutien à Eva Forest et à tous les prisonniers politiques en Espagne).

**Il reste deux semaines pour acheter les billets d'avance à un tarif préférentiel : 15 F pour les deux jours (au lieu de 15 F par jour). Les billets de soutien sont en vente aux adresses suivantes :**

LIBRAIRIE PARALLELE  
47, rue St-Honoré, 75001 (métro Châtelet) de 10 h à 19 h.

LIBRAIRIE LA PUCE A L'OREILLE  
19, rue des Rosiers, 75004 (St-Paul).

RESTAURANT LA CANAILLE  
4, rue Crillon, 75004 (Quai de la Rapée et Sully-Morland) 12-15 h et 19 h 30 «24 h.

PIZZA DU MARAIS  
15, rue des Blancs-Manteaux 75004 (St-Paul)

MALOURENE  
9, rue Lacépède 75005 (Monge)

LIBRAIRIE DERIVES  
1, rue des Fossés-St-Jacques 75005 (Luxembourg) 10 h-12 h 30 et 13 h 30-19 h.

MANDALA  
11 rue Vavin, 75006 (Vavin et Notre-Dame-des-Champs) 10 h 30-19 h 30.

LIBRAIRIE LA PENSEE SAUVAGE  
7, rue de l'Odéon (Odéon) 12 h-24 h.

# les 7 et 8 juin la fête du PSU à Meudon

## CHANSON

- Claude NOUGARO
  - Maxime LE FORESTIER
  - Henri TACHAN
  - Bernard LAVILLIERS
- (accompagné par le groupe ATOLL)
- VANIA
  - Gilbert SAGEL
  - BRESKENNERIEN
  - Claude ANTONINI
  - Colette MAGNY
  - France LEA
  - Ann KRIST
  - CLAIRE
  - Festival de la chanson inconnue.

— Bretagne : Ann KRIST  
— Occitanie : Joan Pau VERDIER

— Pays Basque : Maïté IDIRIN

— Catalogne : Teresa REBULL

— Alsace : Roger SIFFER  
— Espagne : Carlos ANDREU

— Haïti : Toto BISSANTHE

— Brésil : TECA et RICARDO

— Portugal : José AFONSO

— Egypte : Mohammed HAMAM

— Chili : le groupe KARAXU

## DANSE

Grand Ballet du MALI  
Groupe Folklorique des Travailleurs Africains en France

Cie POUMILESCO  
Cie de Danse Contemporaine, Annick MAUCOUVERT ; Richarth SOSA.

## GUITARE

Baden POWELL (spectacle avec C. NOUGARO)

LIBRAIRIE ALTERNATIVES  
11, rue Bernard Palissy, 75006 (St-Germain-des-Près).

CINEMA ACTION CHRISTINE  
4, rue Christine 75006 (St-Michel) après-midi et soir.

LE BALADE  
17, rue de Constantinople 75008 (Villiers et Europe) 11 h 19 h 30.

CINEMA 14 JUILLET  
4, Bd Beaumarchais, 75011 (Bastille), 14 h-22 h.

LIAISONS DIRECTES  
4, rue d'Aligre 75012 (Ledru-Rollin) 10 h-13 et 16h-20 h.

CINEMA OLYMPIC  
10, rue Boyer-Barret 75014 (Pernety)

## POP-ROCK-FOLK et alentours...

- PULSAR
  - HELDON
  - Jacques HIGELIN
  - MALICORNE
  - CASTELHEMIS
- (France)
- Umban et WAC
- (Afrique)
- Quarteto CEDRON
- (Argentine)

## THEATRE

- Théâtre Z
- Théâtre de l'ECUME
- Groupe Femmes du Front Culturel (FRANCE)
- Teatro del SESENTA « Puerto Rico Fua » (Porto Rico)

## ONE MAN SHOW

- Bernard DOUBY

## ANIMATION ENFANTS

(2 à 8 ans)

● Ateliers : fabrication de masques peinture — musique — fabrication d'objets à partir de matériaux usuels.

● Trois interventions ou spectacles par jour (dont une après-midi de travail d'improvisation sur le thème des contes, avec les comédiens du Théâtre du SOLEIL).

LA BOUQUINERIE  
11, rue Barrault, 75013 (Corvisart), 10 h-20 h.

LA COUR DES MIRACLES  
23, av. du Maine, 75014 (Montparnasse).

LIBRAIRIE PLASMA  
58, rue des Moines, 75017 (Brochant) 9 h 30-19 h 30.

EDIT 71  
9, rue Auguste Métyvier 75020 (Père-Lachaise), 9 h-12 h et 14 h-19 h.

IMPRIMERIE GILLES TAUTIN  
4, passage Dieu, 75020 (Maraichers) 10 h-18 h.

FRONT LIBERTAIRE  
33, rue des Vignoles 75020 (Avron ou Buzenval).



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :  
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUE, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAULT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef :  
Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTOCOMPOSITION-75009 PARIS  
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

La surprise du 8 mai :

# au-delà d'un anniversaire

par Claude BOURDET

Parce que les cérémonies nous agacent, nous aurions été nombreux à ne pas prendre au tragique la suppression de l'anniversaire du 8 mai 1945. C'était bien, d'ailleurs, sur l'indifférence du pays que comptait le président de la République. La réaction hostile, même au sein de la majorité, a surpris l'Elysée. Des explications lénifiantes ont été fournies, beaucoup de gens parlent de « gaffe ». Il ne faudrait pourtant pas en conclure qu'il s'agit d'une fougade, style petit déjeuner des balayeurs.

La décision a suivi la visite de Walter Scheel à Paris, décrite par *Die Welt* du 19 avril comme « un nouvel élan peut-être décisif » dans les relations germano-françaises. Une personnalité gaulliste, généralement bien informée, m'a certifié que le « gommage » du 8 mai avait été décidé à la demande de Scheel. Un ancien premier ministre assure de son côté qu'un autre geste présidentiel est lié à celui-là : le transfert à l'ossuaire de Douaumont du cercueil de Pétain. Ce transfert est également évoqué par l'excellent bulletin quotidien de Gaston Gosselin,

*Evénements et perspectives* (1), qui précise que l'on espérait pouvoir rendre publique cette décision le 8 juin. Il est possible que le mauvais accueil reçu à propos du « 8 mai » oblige Giscard à retarder la réhabilitation de Pétain.

De toute façon, ces opérations prennent leur place dans un dispositif complexe. Pour Scheel et la coalition social-démocrate libérale, il s'agit de couper l'herbe sous le pied de l'opposition chrétienne-démocrate, en net progrès d'après les sondages, et que l'ultraréactionnaire Franz-Josef Strauss entraîne dans la voie d'une critique toujours plus acerbe tant de la politique sociale que de la politique extérieure de la RFA. En obtenant que soit le plus possible effacé tout rappel de la culpabilité hitlérienne, le gouvernement de Bonn estime qu'il satisfait une assez large clientèle, composée non seulement des anciens membres de la NSDAP mais aussi de cette masse « apolitique » que personne n'a éclairée depuis 1945 et qu'une vaste propagande journalistique, radio et « littéraire » (par exemple par les livres de poche héroïco-érotiques sur la guerre) réintoxique de nouveau. Un sondage du



*Stern*, cité fugitivement à la radio française (et qui n'a pas été, à ma connaissance, repris par la presse), indique que 40 % des jeunes Allemands de l'Ouest ont aujourd'hui une bonne opinion du Reich hitlérien.

Pour Giscard d'Estaing, l'opération centrée sur la réhabilitation de Pétain est plus subtile. Ses spécialistes en relations publiques l'ont, paraît-il, convaincu que les souvenirs de la Résistance n'ont jamais touché qu'une minorité et que la jeunesse s'en désintéresse. D'autre part, ces souvenirs peuvent être exploités par deux groupes qu'il n'a aucun intérêt à favoriser : les partis de gauche d'une part, les gaullistes de l'autre. En « démonétisant » la Résistance et la Libération, il enlèverait un atout à l'opposition et affaiblirait l'aile gaulliste de la majorité : ceci, à condition, naturellement, que l'opération réussisse,

faute de quoi le résultat pourrait être contraire. A quoi il faut probablement ajouter une réaction épidermique, analogue à l'agacement de Pompidou à l'égard de la Résistance. Cette opération va probablement subir un léger temps d'arrêt. En allant à Auschwitz en juin, au moment de son voyage en Pologne, Giscard « démontrera » qu'on l'a calomnié et qu'il n'a pas oublié les victimes du nazisme. Du même coup, il « ne pourra pas », étant en Pologne, assister aux cérémonies du 18 juin...

## une stratégie franco-allemande

Cette politique s'appuie aussi et surtout sur des considérations de politique extérieure. Un progrès possible du néo-isolationnisme américain, escompté après l'Indochine, amène

## Giscard : la première gaffe

Le tintamarre giscardien bat son plein. Les mass media sont entièrement mis au service du « One man show » présidentiel. L'entreprise de personnalisation effrénée du pouvoir touche à un degré de démagogie jamais atteint jusque-là. Tout au long de son court règne, Giscard s'est beaucoup démené, a beaucoup gesticulé si bien qu'au bout de l'an nous ne devons pas être trop étonnés de tout ce remue-ménage qui vise à amuser la galerie.

Mais les flonflons de l'anniversaire ne doivent pas nous faire perdre de vue la modestie des réalisations du régime.

Certes beaucoup de réformes, dites « de mœurs » ; mais elles ont simplement permis à la France de se mettre au niveau des autres pays européens dans ces domaines.

Après ces amuse-gueules, reste le plat de résistance des réformes de structures, et là, tout est à faire. Sur ces sujets, la politique de Giscard a consisté plutôt à fuir les problèmes. Pour le prestige du Président, mieux vaut ne pas aborder ce qui a été entamé : à vouloir se faire les griffes avec la réforme de l'enseignement, son ministre Haby s'est cassé les dents. Sur cette question, comme pour bien d'autres, l'essentiel a été remis à plus tard.

C'est dans ce contexte qu'est intervenu ce qu'on appelle maintenant l'« affaire du 8 mai ». Au passage, notons que la suppression des commémorations n'empêche nullement les anniversaires. Il faut reconnaître que, jusque-là, l'homme était habile, à la façon bien typée qu'il avait de faire passer ses manques pour une valeur en soi et de transformer ses impasses politiques en triomphes.

Avec la suppression de la commémoration de la victoire sur le fascisme, pour la première fois il a heurté de front l'opinion publique, même si une certaine ambiguïté participe de cette réaction. Et tout l'art du

Président d'escamoter les problèmes n'a pas empêché un tas d'interrogations, sourdes et retenues jusque-là, de s'engouffrer dans cette brèche et de fuser de toute part. Des interrogations et des critiques émanent de tous les milieux. Le PCF tout seul, non soutenu par les résistants non-communistes et les gaullistes, n'aurait pas abouti dans son initiative parlementaire.

Pour le responsable numéro un du régime, la suppression du 8 mai, c'est plus qu'une erreur, pas tout à fait encore une faute politique, mais c'est sa première gaffe.

Car ses réformettes, si limitées et formelles soient-elles, n'ont pas manqué d'inquiéter la droite sans contenter pour cela les réformateurs. Certains en viennent à se demander si le rêve cent fois caressé de la constitution du grand parti de la réforme va pouvoir voir le jour. D'autres soulignent la contradiction qu'il y a, à propos de la visite de Tieng Hao Ping, à vouloir porter son soutien au Tiers-monde tout en inféodant de plus en plus la politique française à l'atlantisme et en instituant des relations privilégiées avec son bastion en Europe : l'Allemagne fédérale. Le pauvre Sauvagnargues en prend pour son grade ! Mais ces mêmes critiques soulignent qu'il n'est qu'un simple exécutant et que la responsabilité dans le domaine de la politique étrangère doit être cherchée plus haut.

L'ambiguïté peut servir un temps. Mais il faut s'attendre par la suite à en cumuler tous les inconvénients. C'est ce que traduit cette gaffe : signe caractéristique d'un essoufflement.

Et la gauche pendant ce temps là ? En matière d'initiative politique, il ne suffit pas de se compter, de se mesurer, de se jalouser. Il s'agit de mettre au pouvoir et l'imagination et une volonté réelle d'initiatives unitaires contre ce régime. Pour sa part, sans relâche, avec patience (cette vertu des révolutionnaires) le PSU y contribuera.

Alain TLEMCEN ■

pour les travailleurs de la CII :

## la valise ou l'action

Toulouse avait déjà, paraît-il, « la vocation de l'aéronautique ». On sait ce qu'il en advient. Aujourd'hui, Toulouse voit « sa vocation pour l'informatique » confirmée. Dame ! Pour les enterrements de première classe, flonflons et discours officiels obligent. Mais fleurs et couronnes ne changent rien à l'affaire. Le gouvernement vient de brader tout activité nationale dans le secteur de l'informatique.

◆ Bien sûr, ce n'est pas en ces termes que l'on évoque l'affaire dans les milieux officiels. La CII est démantelée. L'Etat apportera son concours à une prise de contrôle majoritaire de la compagnie Honeywell-Bull par des intérêts français. Le capital de la société était détenu jusqu'alors par Honeywell (66 %) et la compagnie des machines Bull (34 %). L'Etat et la CGE vont donc racheter à Honeywell 19 % des actions d'Honeywell-Bull. Tout notre potentiel sera rassemblé dorénavant au sein d'une nouvelle compagnie internationale constituée par la fusion d'Honeywell-Bull et de la CII. Cet ensemble sera le premier dans le secteur. Et vive le cocorico patriotique.

La fusion, en fait, ne coûte rien à Honeywell : on lui apporte de l'argent sans qu'il perde en rien le contrôle de l'opération. Si la fusion réussit, elle se fera à son profit : si elle échoue, Honeywell aura éliminé deux concurrents, CII et Unidata. En revanche, l'opération coûte cher à l'Etat — donc aux contribuables : rachat des actions, subventions de 120 milliards pendant quatre ans, sans compter l'argent « gaspillé » jusqu'ici dans la CII (qui n'apparaît pas dans l'actif de la nouvelle société et donc aura été donné pour rien)... tout cet argent, pour quoi faire en définitive ?

Les capitaux français — publics et privés — détiendront globalement 53 % des parts de la CII-HB, Honeywell se contentant officiellement de 47 %. Bien que la CGE n'ait rien à refuser à l'Etat, peut-on en conclure qu'elle s'alignera automatiquement sur sa volonté politique ? Ne serait-ce pas le contraire ? Même si la CGE « joue le jeu », que pèseront les 53 % français totaux, majoritaires certes, d'une filiale de filiale d'une société américaine qui pèse peu par elle-même devant le mastodonte IBM.

On nous chante sur tous les tons que l'indépendance nationale est sauvegardée. C'est, à tout le moins, une affirmation qui ne manque pas d'intérêts, mais qui ne laisse pas de surprendre. A qui fera-t-on croire de telles balivernes quand le centre de décision de la nouvelle société sera américain, quand les études de conception des futures gammes seront américaines.

Le gouvernement affirme avoir réglé le problème : il envisage d'avoir une minorité de blocage. Quand ? On n'en sait rien ! Comment ? On n'en sait pas plus. Effectivement une minorité de blocage permet — comme son nom l'indique — de bloquer certaines décisions importantes qui doivent être prises à la majorité des deux tiers. Mais elle permet simplement — comme son nom l'indique aussi — de les bloquer : par-là même, elle interdit d'impulser toute politique réelle.

L'Etat se contentera donc de plaquer quelques accords en contre-points sur une symphonie dont le chef-d'orchestre est américain. Le petit Larousse, lui, donne une autre définition.

« Indépendant ; adj. Qui ne dépend de personne. Qui aime à ne dépendre de personne. » M. Giscard d'Estaing ne lirait-il pas le petit Larousse ?

Les travailleurs de la CII à Toulouse, eux, n'ont pas besoin de potasser le dictionnaire pour savoir ce qu'une telle opération sous-entend. Pour la CFDT, la question est simple et claire : « si nous ne voulons pas, et si nous ne savons pas, nous battre, préparons nous à partir, par petits paquets, ou à démissionner si nous ne voulons pas partir. Très prochainement, ensemble, il faudra choisir : la valise ou l'action ». Certes le ministre d'Ornano et M. Brule, Pdg de Bull ont assuré qu'il n'y aurait jamais de licenciements. Mais on sait ce que valent, d'habitude, de telles affirmations. D'autant que M. Brule s'est chargé, par ailleurs de mettre les points sur les i : pour lui, l'emploi, dans une société moderne, est lié à la mobilité. Suivez mon regard...

Le PSU estime pour sa part qu'il est possible de s'opposer à cette politique en luttant pour les objectifs suivants :

— Plein emploi pour tous, sur place et sans déqualification. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la restructuration capitaliste.

— Refus du démantèlement : la CII représente un véritable potentiel industriel. A lui seul le marché florissant des petits ordinateurs et des matériels de télécommunications garantit l'avenir de l'entreprise.

— Rejet de toute solution multinationale, même déguisée sous une formule « européenne ».

— Jonction des luttes dans l'ensemble des secteurs qui concourent à la réalisation de systèmes informatiques pour imposer un plan d'ensemble assurant l'emploi des travailleurs, et garantissant les possibilités ultérieures de développement d'une informatique nationale.

— Contrôle populaire sur les utilisations de l'informatique, alors que se développent des applications, qui menacent les libertés (comme le projet Safari).

M.G. ■

► Bonn et Paris à compter militairement davantage sur eux-mêmes, et c'est ici que l'on commence à envisager une grande stratégie commune dans laquelle la force de frappe française pourrait être élargie et prendre un caractère « européen » dans sa destination et son financement, même si elle restait, au moins provisoirement, basée sur le sol et les sous-marins nucléaires français. Mais ceci pose pour les Allemands, comme le souligne Gosselin dans le bulletin précité, le problème du territoire à défendre, qui ne serait plus le seul hexagone mais toute l'Europe jusqu'à l'Elbe. D'où la nécessité de la relance de l'intégration européenne ; il est trop tôt naturellement pour qu'on reparle d'une nouvelle CED, mais on a remarqué l'hommage de Giscard au plan Schumann immédiatement après l'affaire du 8 mai.

Une telle politique prend, à bien des égards, le contre-pied de la politique de détente avec l'Est inaugurée par Willy Brandt. Elle pourra être aussi bien menée par la droite CDU que par l'actuelle coalition gouvernementale allemande. Elle expose nécessairement la population allemande (comme la française) à des risques accrus. Etant donné que le territoire de la République fédérale subirait le premier choc en cas de conflit, même non-nucléaire, et que les divisions ouest-allemandes constitueront l'essentiel des forces terrestres « européennes », on voit apparaître ici l'argument massue dont Walter Scheel se serait, dit-on, servi auprès de Giscard : « Une telle politique n'est concevable que si le soldat allemand, et le corps des officiers, obligés d'envisager comme possible une nouvelle bataille pour l'Europe, ne sentent pas que leurs principaux alliés continuent à leur reprocher leurs combats d'il y a trente ans ». Ajoutons qu'en France la réhabilitation du vichysme, lui aussi « combattant pour l'Europe », aurait l'avantage d'aider à liquider, en France même, une contradiction du même ordre, en effaçant peu à peu les souvenirs de l'alliance du temps de guerre avec l'URSS.

Ces motifs sont suffisants pour expliquer le cours actuel. Mais du point de vue allemand, il y a une arrière-pensée dont on peut penser que Scheel ne l'a pas dévoilée. Voici plusieurs années que des amis allemands bien informés me parlent de l'agacement qui se manifeste dans les milieux politiques et économiques dirigeants de la RFA devant l'impossibilité de traduire sur le plan politique et diplomatique l'écrasante suprématie économique allemande et la force militaire considérable du pays. Ce même agacement apparaît aussi à Washington, où on voudrait faire de Bonn le relais « de plein exercice » de la politique américaine à l'Ouest, comme Tokyo l'est en Asie. L'obstacle est la « tare » originelle, la notion de culpabilité allemande, l'absence de traité de paix et l'attitude des autres puissances d'Europe occidentale. « Wir sind nicht salonfähig », me disait un de ces amis, c'est-à-dire, « nous ne sommes pas dignes d'entrer au salon ». De Gaulle s'est servi de ce handicap allemand pour occuper la première place sur la scène européenne. De plus ou de moins bonne grâce, les Allemands se sont inclinés — provisoirement.

Maintenant, c'est fini. Il n'y a plus de personnage historique à Paris, les affaires sont les affaires, et on estime à Bonn que la principale puissance d'Europe occidentale doit occuper son rang véritable et parler avec l'autorité qui lui convient, quitte à confier à une France conciliante et revenue à un peu plus de modestie, ce rôle de second que Pétain, raisonnablement, convoitait et que Hitler, déraisonnablement, n'avait pas voulu lui accorder. Tout cela, bien entendu, ne se fera ni en un jour ni sans difficulté, ni peut-être sans crise grave. Mais il vaut mieux, pour la gauche française, ne pas mésestimer l'importance de l'enjeu, à l'époque où l'opération est encore suffisamment confuse et expérimentale pour qu'on puisse dresser contre elle un barrage efficace.

Claude BOURDET ■

(1) « Evénements et Perspectives », Bulletin quotidien, 4 rue du Faubourg Polssonnière.

## P.S.U. - Documentation

Numéros disponibles :	N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation	4.00	
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00	N° 70.71.72 coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00	N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 26 Rosa Luxembourg	1.00	N° 78.79 Sur la Question Agraire	3.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00	N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte	6.00
N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3.00	N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 51 Le recrutement	1.00	Abonnement : 20 N°	F 30.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école	3.00	A adresser à :	
N° 56.57 Stionisme et libération	4.00	Editions Syros	
		9, Rue Borromée. 75015 Paris	
		C.C.P. 19 706 28 Paris	

vient de paraître

une brochure sur l'institut ouvrier

(propositions de la CNE du PSU)

Passer les commandes à Syros

## Socialistes :

# Le CERES pris dans ses contradictions



Le CERES s'est donné, à lui-même, un rôle historique : transformer de l'intérieur la SFIO, de parti social-démocrate en véritable parti socialiste.

Pendant quelques années, le « pari » semblait gagné. Dynamisé par le CERES, le PS recrutait et se développait sur la gauche. Il attirait d'anciens communistes, des « gauchistes » déçus. Profitant de l'illusion, l'opération des Assises était organisée. Déjà, sentant la manœuvre, le CERES s'était montré plus que réticent. Et puis, en avalanche, c'est le congrès de Pau, la sortie du secrétariat national, la fin de l'hégémonie sur le secteur entreprise, la dissolution de la direction des JS, etc.

Et enfin, Mitterrand, à la convention nationale du PS, reprend à son compte la tradition social-démocrate, la défend et l'affirme. La boucle est bouclée...

Dès lors c'est la fonction même du CERES qui est en question. Son « pari » est-il perdu ? Voilà une question qui semble se poser au sein du CERES lui-même qui voit plusieurs de ses militants rejoindre le PC.

L'orientation du CERES repose sur deux idées fondamentales. D'abord l'idée de sceller avec le PC une alliance stratégique. Stratégique car reposant sur une analyse partagée par le PC et le CERES (celle du capitalisme monopoliste d'Etat) et une perspective semblable (celle que le CERES exprime ouvertement dans la formule « le capitalisme d'Etat, point de passage obligé du socialisme »).

Cette perspective est contre-carrée des deux côtés à la fois.



Chevènement, Motchane

Par le PC dont l'idéologie exclut l'idée de la coexistence sur une longue durée de deux partis ouvriers (une seule classe, un seul parti, le PC) ; celui-ci n'entend en effet prôner les alliances politiques que sous l'aspect tactique du parti ouvrier s'alliant à un ou plusieurs partis « représentants » des couches ou classes sociales « alliées » de la classe ouvrière. Par la direction du PS, ensuite, qui, par la voix de Mitterrand, vient de signifier clairement, en rappelant que l'unité avec le PC dépendait de la période historique et de l'attitude du PC lui-même (1), qu'une transformation de l'orientation était possible dans les prochains mois.

Ensuite l'idée que la révolution socialiste est une révolution « par le haut et par le bas ». En d'autres

termes, que la victoire sur le capitalisme sera assurée à la fois par une « occupation de l'appareil d'Etat » (bourgeois) et la « mobilisation populaire ». Eviter les contradictions (expérimentées au Chili) entre le « haut » et le « bas », telle serait, selon le CERES, la fonction du grand parti socialiste qu'il veut créer dans l'actuel PS. Mais voilà, outre le fait que l'idée d'une « articulation » possible entre la stratégie d'occupation de l'Etat et celle du double pouvoir est illusoire (la fonction de la seconde étant précisément de dépasser la première pour détruire l'Etat bourgeois), le PS qu'affirme aujourd'hui Mitterrand n'est pas, et ne sera pas, le PS rêvé par le CERES.

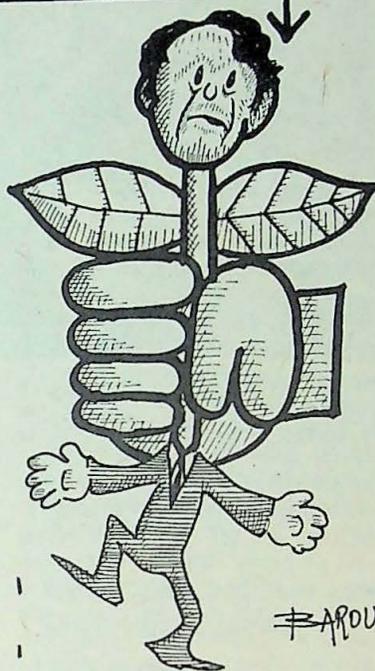
Double contradiction, donc, pour nos camarades : dans le projet politique (du parti social-démocrate au parti « véritablement » socialiste) et dans le projet stratégique (comment « articuler » le « haut » et le « bas » sans ce parti ?). Double contradiction qui équivaut à l'échec d'une tentative qui a, pendant un certain temps, su mobiliser les énergies de nombreux militants.

Echec qui nous rappelle qu'il n'y a pas de « voie courte », de raccourci possible dans la lutte pour la révolution socialiste. Echec enfin, qui oblige à redemander avec plus de force encore : « quel parti, pour quelle stratégie ? » C'est ce que le PSU a décidé de faire en proposant l'organisation d'une rencontre nationale des militants autogestionnaires en novembre prochain.

Maurice NAJMAN ■

(1) Pour justifier l'attitude des socialistes pendant la guerre froide.

Le C.e.r.e.s



## La « charte » du PC :

Le projet de charte des libertés proposé par le comité central du PC à ses partenaires du programme commun comporte plusieurs avantages et un intérêt certain.

Le PC double le parti de Mitterrand sur son terrain favori ; il grille aussi le pouvoir giscardien en l'obligeant, d'une part, à mettre au rancart les litanies anticommunistes habituelles et, d'autre part, à répondre sur le même terrain, celui des libertés.

L'intérêt des quatre-vingt-neuf articles composant ce projet est qu'il manifeste de la part du PC la volonté (d'aucuns diront la « velléité ») de se démarquer de sa gangue stalinienne. Ce n'est pas par hasard qu'y figure un paragraphe interdisant toute incarcération forcée en hôpital psychiatrique, en qualifiant la torture de crime.

Tirant les conclusions des luttes qui se sont menées dans les prisons, le PC, dans cette charte, propose un droit répressif plus humain, où la condition pénitentiaire (elle-même améliorée) soit l'exception. Les droits des minorités sont réaffirmés, ainsi que ceux des travailleurs immigrés, sans oublier, bien entendu, les droits syndicaux.

Bien sûr ! cette charte remplit un rôle électoral ; elle a pour but, deux ou trois ans avant les prochaines élections, de renforcer encore l'image de marque du PC. Le fait néanmoins qu'elle existe ne nous laisse pas indifférents. C'est un élément positif, et nous ne récriminerons pas en disant que

## Liberté chérie...

« c'est un truc électoral » ou que « cela reste au niveau des pétitions de principe, tout comme la déclaration des droits de l'Homme qui figure dans le préambule de la Constitution de 1946 ou 1958 » ou encore que l'article protégeant respectueusement la propriété privée nous ramène 175 ans en arrière...

Nous pouvons cependant nous appuyer sur elle pour exiger, lorsque par hasard la démocratie ouvrière ne serait pas respectée, que les droits des minorités (syndicales par exemple) soient assurés.

Mais bien entendu, nous ne pouvons faire confiance aux seules déclarations de principe. Aucun gouvernement, si socialiste soit-il dans ses intentions, ne pourra aller dans le sens d'une démocratie véritable s'il ne s'appuie pas sur le mouvement populaire ; le seul tort de cette charte des libertés est de ne donner aucune réponse à la question suivante : qui contrôlera et fera contrôler l'application effective de ces droits ? Sans contrôle ouvrier et populaire, sans le pouvoir ouvrier et populaire, les libertés risquent de demeurer « formelles ».

Ainsi, la liberté en forme de charte nous sera « octroyée » par un gouvernement de « gauche ». Là encore, c'est toujours la stratégie du programme commun qui domine, celle du « faites confiance à notre programme, nous nous chargerons du reste. »

Jean VERGER ■

« Clés pour l'autogestion », un livre d'A. Guillern et Y. Bourdet

# L'autogestion, qu'est-ce que c'est ?

\* Notre camarade Alain Guillern, membre du PSU, en association avec Yvon Bourdet, vient d'écrire « Clés pour l'autogestion ». Ce livre sortira bientôt en librairie dans la collection Clés éditée par Seguers.

TS a été sensible à cet ouvrage militant plein d'un esprit de recherche libre sur la question fondamentale de l'autogestion, sur laquelle le PSU a fondé sa stratégie politique.

L'autogestion, c'est l'organisation égalitaire par les hommes eux-mêmes, « selon leurs désirs », et ne passant pas par un état répressif et par des minorités dominantes.

Théorie de l'autogestion, historique de la cité grecque à la tentative tchécoslovaque en passant par la Commune de Paris, chemi-

Aujourd'hui, beaucoup de mouvements politiques et syndicaux de gauche essayent de donner une place dans leurs programmes à un concept qui traverse l'histoire du mouvement ouvrier : l'autogestion. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne savent pas toujours très bien d'où il vient, ce qu'il signifie, ni ce qu'il implique réellement.

L'autogestion n'est pas une « idée vague », un « idéal ». Elle a des sources profondes dans l'histoire de l'humanité, dans l'action et la pensée révolutionnaires du prolétariat, même si le mot même d'autogestion est assez récent, du moins en français. Du slogan : « Peuple, sauve-toi toi-même », à celui d'« auto-gouvernement des producteurs associés », de l'Enragé Varlet à Karl Marx, le mouvement prolétarien a revendiqué ce que le mot signifie : la gestion ouvrière non seulement des entreprises, mais de toute la société.

Le mot d'ordre d'autogestion synthétise, en effet, les concepts essentiels de la lutte du prolétariat moderne. Ces concepts peuvent se ramener à quatre :

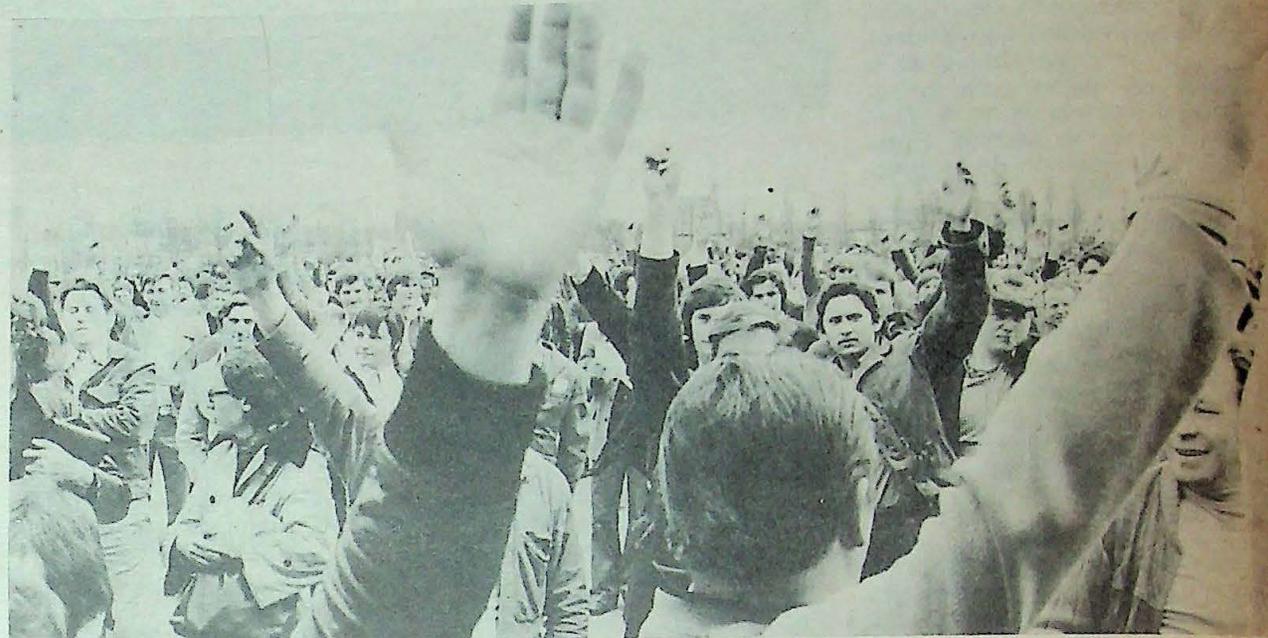
— Le socialisme ne se réduit pas à la nationalisation des moyens de production (programme, par excellence, de la bureaucratie capitaliste) ; il est l'autogouvernement des producteurs associés.

— L'URSS et les démocraties populaires ne sont pas socialistes, mais capitalistes-bureaucratiques. Cette bureaucratie n'est pas, à proprement parler, une « nouvelle classe » ; elle est une transformation du capitalisme.

— La crise actuelle de la société ne résulte pas essentiellement de l'exploitation (phénomène commun à l'esclavage, au servage et au mode de production « asiatique »), mais de l'aliénation et plus précisément de la réification dont le prolétariat, tendant à se constituer en classe, est la négation permanente.

— Cette négation de l'aliénation — l'autogestion — ne consiste pas en un aménagement des conditions de travail, mais en l'invention d'un nouveau type d'activités librement construites qui révolutionnent le travail, les outils et les produits.

La reconnaissance de ces quatre thèses n'est pas sans incidence sur la définition du concept central du marxisme : le prolétariat. L'équation commune : prolétariat = classe ouvrière = travailleur-producteur, et sa conséquence se-



lon laquelle le travail aliéné libérera le travailleur (selon la « dialectique du maître et de l'esclave ») et se transformera de lui-même en travail libre sont radicalement remises en cause par la thèse que nous développons. En effet, c'est, à notre avis, un grave contresens des épigones de Marx d'avoir confondu le travail salarié avec la praxis. En fait, le prolétariat n'est révolutionnaire que dans la mesure où il tend à abolir le salariat, cette situation qui l'oblige — pour se nourrir et se reproduire — à vendre sa force de travail, répétant quelques gestes qui à eux seuls ne produisent aucun objet, exécutant les plans d'autrui (l'hétérogestion) pour la construction de choses étrangères à sa créativité et dont il est dépossédé.

Le programme de la bourgeoisie capitaliste (dans sa forme privée, bureaucratique ou technocratique) — Marx le montrait très bien dans Le Manifeste Communiste —, c'est le productivisme à tout prix ; le programme du prolétariat, au contraire, ce n'est pas de produire ces objets qui produisent artificiellement des sujets capables de les consommer, c'est de libérer la créativité inventive des hommes, de leur restituer leur activité poétique.

Mais tant qu'il ne réalise pas son concept, qu'il ne s'érige pas « en classe dominante dont le secret est la dissolution de toutes les classes de la société », le prolétariat semble se manifester tel que le façonnent le travail et la société bourgeoise : en classe ouvrière empirique dont le but est le réformisme et

nement de la revendication de l'autogestion de nos jours dans les pays industriels ; tels sont les points essentiels étudiés dans cet ouvrage.

Tout en rendant compte du phénomène global de l'autogestion, tout en présentant le tableau le plus complet des diverses tendances politiques et syndicales s'y référant, Yvon Bourdet et Alain Guillern n'hésitent pas à s'engager dans une élucidation théorique précise ni à discerner les perversions éventuelles du concept d'autogestion. La conclusion synthétise le résultat de ces recherches et nous en publions l'essentiel. Nous ne pensons pas pour autant que la définition des quatre concepts retenus dans cette conclusion clôt le débat sur l'autogestion. Ce qui nous paraît le plus intéressant, ce sont les perspectives ouvertes par cette démarche.

non la révolution. Interprétant ce fait non comme une conséquence historique, mais comme un phénomène d'essence, Kautsky et Lénine en déduiront que le prolétariat n'a pas en lui-même la raison de son auto-émancipation, que la théorie salvatrice doit lui être apportée de l'extérieur par des intellectuels issus de la bourgeoisie qui organiseront — bientôt — une « avant-garde éclairée » dont on ne sait que trop que les bonnes intentions pastorales affichées se changeront vite en autoproclamation de la vérité de l'histoire, en une direction idéologique, puis politique et économique qui reproduit la société de classe.

A l'opposé de ces thèses, il semble que le prolétariat — c'est-à-dire l'immense majorité de la population salariée et scolarisée — porte l'exigence d'une vie librement construite et d'une organisation sociale transparente (le contraire de ce qu'on appelle l'Etat). Cela ressort (pour s'en tenir à l'histoire récente) aussi bien de mai 68 que du « mai rampant » d'Italie, de la révolte des OS que du mouvement pour une éducation anti-autoritaire, de l'action des ouvriers de Lip ou, à Cerisay, que de celle des femmes, de la crise de la psychanalyse que des émeutes dans les prisons, etc. (...)

Surtout, on nous fait — de bonne ou de mauvaise foi — un injuste procès lorsqu'on nous accuse de projeter dans l'avenir la notion abstraite d'un prolétariat qui réduirait l'humanité à la sériation d'êtres identiques dans la termitière d'une

société bureaucratique. Notre analyse n'est en rien une telle anticipation philosophique, puisqu'elle est essentiellement une critique des dysfonctions actuelles de la société hétérogérée, la description et la prise en compte de toutes les protestations contre l'exploitation, l'aliénation et la réification, qu'il s'agisse — comme en 1968 — du mouvement imprévu du prolétariat industriel qu'à la suite de Marcuse on avait un peu vite cru définitivement « intégré » ou qu'il s'agisse « de catégories de salariés hors le prolétariat industriel, des étudiants et des jeunes, de parties croissantes de la population féminine, de fractions d'intellectuels et de scientifiques, de minorités ethniques ». Nous répétons donc inlassablement (quoique, semble-t-il, inutilement) que les exposés de contre-société que nous essayons de présenter n'ont absolument rien d'une quelconque législation a priori ; ils ne sont que des exposés provisoires, mais aussi nécessaires à la marche que le regard. Les paysages prévus par la critique sociale ne sont ni mirages ni paradis, mais le chemin à parcourir vers un horizon modifiable. Nous ne savons pas ce que les hommes seront, mais nous luttons pour qu'ils se délivrent des entraves qui les empêchent, aujourd'hui et tous les jours, d'être également libres de réaliser leurs diversités infinies. Nous ne faisons pas de science-fiction. Nous cherchons, au contraire, à démontrer que l'autogestion est non seulement possible et nécessaire, mais qu'elle est déjà là, invisible, comme est invisible la rotation de la Terre.

Cgc, Cgt, Cfdt

# Les syndicats face aux cadres !

Ça bouge, ça bouge chez les cadres ! Après les déclarations électorales de Giscard, le livre de son conseiller Stoleru sur les « inégalités sociales », voici le rapport Meraud proposant de les réduire.

On parle surtout du côté syndical de la bataille pour la succession de Malterre à la direction de la CGC. Il faut signaler

aussi le 3ème congrès de l'Union confédérale des cadres CFDT (UCC), la tenue d'un diner-débat regroupant 200 cadres de l'UGICT (CGT) à Paris, et la 1ère conférence syndicale mondiale des ingénieurs, cadres et techniciens (à Turin du 15 au 19 avril) organisée à l'initiative de la FSM et regroupant 56 organisations diverses de plus de 40 pays.



Mai 68 avait vu l'entrée des cadres aux côtés des travailleurs dans la lutte des classes ; à CSF, à Saclay, des techniciens, des chercheurs avaient participé activement aux grèves, occupations, à la remise en marche partielle de leur entreprise.

## Un enjeu social et politique

Au dernier recensement (mars 1968), les cadres étaient au nombre de 640 000 (3,1 % des actifs, 4,1 % des salariés) ; ils sont en forte augmentation donc depuis 1962 (+ 24,3 % dont + 37,9 % pour les ingénieurs). Avec les collaborateurs assimilés aux cadres, on compte donc actuellement en France à peu près 1 200 000 salariés ingénieurs et cadres, enseignants non compris.

15 % d'entre eux en gros sont syndiqués. Ils votent avec un fort courant d'abstentionnistes aux élections professionnelles, à 37 % pour la CGC, 23 % pour la CGT et 19 % pour la CFDT ; par contre, les techniciens et agents

de maîtrise votent à 37 % CGT, 22 % CFDT et 20 % CGC. La CGC affirme regrouper 250 000 adhérents ; en fait elle y intègre la maîtrise, les VRP et assimilés et même des employés dans la banque. La CFDT déclare 20 % de syndiqués cadres — à peu près 40 000. La CGT a sûrement plus d'adhérents dans ces couches que la CGC, mais seule une partie (40 à 50 000) se syndique directement à l'UGICT.

Ces salariés sont l'objet d'une offensive généralisée de la part du pouvoir qui essaie d'élargir ainsi sa base sociale ; le PS n'est pas en reste, en créant « entreprise et socialisme ».

## La bataille de succession à la CGC

Deux équipes se disputent la succession d'André Malterre. La première comprend Jean Menu, secrétaire général et Corentin Calvez, délégué général : ce tandem est soutenu par Paul Marchelli, leader de la métallurgie (23 % des syndiqués), les assu-

rances, la fonction publique, l'équipement et les transports.

La deuxième est dirigée par Yvan Charpentier, président de la fédération de la chimie, aidé par les VRP (25 %) et l'alimentation.

Cet affrontement n'est pas, bien entendu, sans arrière-pensée politique. Les deux équipes sont d'accord pour rejeter les propositions de l'UDR Beaujean (banques), partisan de l'élargissement de la CGC aux employés.

Charpentier, apparemment, bénéficierait du soutien de Malterre ; il définit les cadres comme une catégorie sociale à part entière comme les commerçants ou les artisans, préconise une CGC homologue de la FNSEA. Il a appelé, comme Malterre, à voter Giscard et propose la création d'un ministère du personnel d'encadrement. Il refuse les alliés privilégiés et définitifs, FO-CFTC d'un côté, CGT-CFDT de l'autre.

Cette position est défendue par l'autre équipe : celle-ci veut jeter les ponts vers l'UCT, FO, CFTC pour créer « un grand courant réformiste par la concertation et, s'il le faut, par le combat ». Soucieux de considérer les cadres comme une catégorie de salariés, Marchelli, Menu et Calvez ont soutenu l'action à Titan-Coder et ont organisé, le 21 mai, une manifestation des cadres de la métallurgie.

## Les syndicats ouvriers face aux cadres

La bataille aura lieu en deux temps, lors du congrès extraordinaire, le 24 mai, chargé de définir une loi électorale, puis lors du congrès ordinaire, le 14 juin, où sera élu le nouveau président de la CGC.

La CGT, en créant l'UGICT, fédération professionnelle à part entière, fait des efforts de développement parmi les cadres ; ce faisant, son action est ambiguë : elle permet la prise en compte

des problèmes et des revendications de cette couche de façon spécifique mais favorise aussi son esprit corporatiste. L'existence de deux syndicats ou sections au niveau d'une entreprise accorde une trop grande autonomie aux cadres. Ainsi, dans l'accord CGC-CGT discuté récemment, on parle de la « défense des aspects spécifiques des catégories professionnelles dans des avenants particuliers pour le personnel d'encadrement », et de la défense de la hiérarchie des salaires, son cheval de bataille. On remarque cependant une certaine prudence dans ces domaines au niveau du texte du prochain congrès confédéral de la CGT qui précise « l'idée d'un texte rédigé en commun fut avancée (entre l'UGICT et la CGC) », sans donner le détail des discussions dans les instances respectives.

Le 3<sup>e</sup> congrès de l'UCC-CFDT est jugé positif par l'UGICT, qui y voit une certaine convergence au niveau des thèmes et des revendications élaborées à ce congrès. Rappelons que l'UCC n'est pas une fédération professionnelle ; elle se définit comme une instance de réflexion et de représentation à l'extérieur.

La CFDT a amorcé une réflexion critique sur le rôle que la société capitaliste veut faire jouer aux cadres et affirme que « les cadres doivent choisir leur camp ». Sur ces bases depuis 1968, des jeunes cadres assez nombreux ont rejoint la CFDT. Pierre Vanlerenberghe succède à Roger Faist comme secrétaire général : espérons qu'il ne permettra pas l'utilisation du fichier UCC pour d'éventuelles Assises du socialisme (relaté dans le n° 43 de solidarité ouvrière).

## Des cadres dans l'unité des travailleurs

Fortement sollicité pour une participation au pouvoir dans la société actuelle ou future, le milieu cadre tend effectivement à se constituer en couche sociale avec des tendances nettement corporatistes.

Seule l'organisation des cadres, dans des commissions dans le syndicat au même titre que les femmes ou les jeunes, la mise en avant de revendications unifiantes permettront à des cadres de rejoindre, sur le projet politique du socialisme autogestionnaire, la nouvelle alliance nécessaire des travailleurs.

Alain MAMOU-MANI

## Massy : le comité de chômeurs « bien en place »

Le comité de chômeurs récemment constitué par des chômeurs est bien en place. A sa dernière réunion, le lundi 28 avril, 40 chômeurs de Massy ont discuté entre eux. Plusieurs types de problèmes se sont présentés :

1. L'information des chômeurs : sur

leur droit, les démarches à faire, les contrats avec l'agence nationale de l'emploi, les paiements des allocations par l'Assedic de l'Essonne et les retards actuels, les possibilités de recyclage. Nous avons décidé de demander à l'ANPE des réunions systématiques d'information des nouveaux chômeurs dès leur inscription pour qu'ils soient au courant de leurs droits et qu'ils sachent les utiliser, ou ne pas les perdre. Des contacts ont déjà été pris pour cela avec le chef de l'ANPE de Palaiseau. Un groupe de chômeurs volontaires travaille sur le contenu de cette information.

2. Des problèmes matériels aigus se posent à certains d'entre nous. Beaucoup ont leur revenu très fortement diminué ou même supprimé par les retards de paiement des allocations-chômage.

Nous demandons que soient étudiés pour chaque chômeur et selon sa situation le report du paiement de la cote mobilière (impôts locaux), le report du paiement du loyer et charges HLM, l'attribution de prêts pour attendre les premiers versements des allocations-chômage.

Pour cela le dialogue est engagé avec la mairie de Massy. Celle-ci doit adresser, à notre demande, une lettre individuelle à chaque chômeur, lui indiquant la marche à suivre pour obtenir un délai de paiement de la cote mobilière.

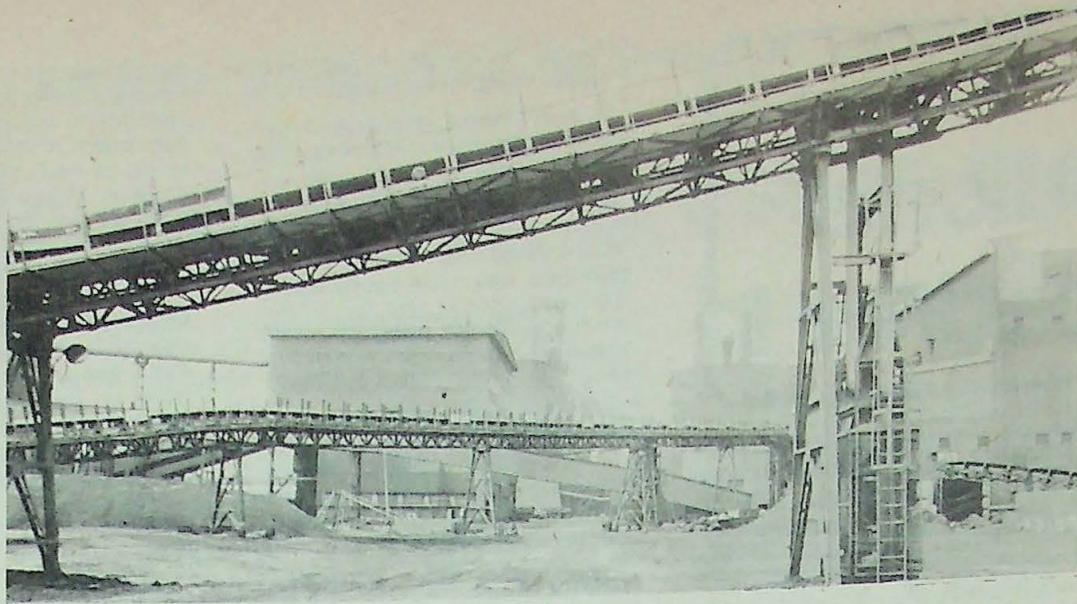
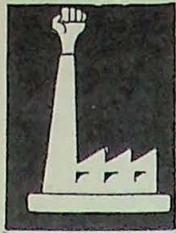
Au bureau de la main-d'œuvre, le personnel est débordé. Nous pensons qu'une personne de plus en permanence est indispensable pour faire avancer plus rapidement les dossiers et être plus

disponible pour nous fournir les renseignements que nous cherchons.

Comme chaque lundi de pointage, le comité de chômeurs se réunit à 10 h 15. Venez participer à cette rencontre. Les démarches en cours ont besoin de votre appui. De nouvelles actions sont à envisager, en particulier vers les Assedic, vu les retards de paiement des allocations.

Les idées de chacun sont nécessaires. Beaucoup d'entre nous se sentent « fautifs » à cause de leur situation. Il est nécessaire de ne pas s'enfermer dans ce sentiment insupportable. Le comité de chômeurs souhaite briser l'isolement de chacun de nous. Nous comptons sur vous. A tout à l'heure à 10 h 15.

Le comité de chômeurs de Massy ■



**Usinor Dunkerque** de notre envoyé spécial

## La bataille du HFI

Une remorque, quelques pneus de « bull » et d'autres matériaux bloquent la porte d'entrée ; une dizaine d'ouvriers, en tenue de travail, certains avec leurs casques de sécurité, filtrent les allées et venues ; des mots d'ordre syndicaux manuscrits sur des tôles, des cartons, de larges feuilles de papier ; un calicot aux sigles syndicaux et un second avec « nous sommes toutes concernées, femmes de grévistes ». Plus loin, à l'entrée des grands bureaux, sur une vitre : « bureau occupé par les grévistes ».

Au-dessus, face à l'esplanade où se tiendra tout à l'heure le meeting commun CGT-CFDT, tout en haut de l'un des deux mats, un drapeau rouge qui flotte dans le vent léger se détache sur le ciel, bleu aujourd'hui et presque pur, puisque le plus grand ensemble sidérurgique de France, Usinor-Dunkerque, ne fume plus ou presque depuis quelques jours.

Aujourd'hui 20 mai pourtant, la direction va tenter de faire encore fumer au moins un des 4 hauts-fourneaux (le HFI) pour impressionner les hésitants. Déjà, au début de la matinée, on a coupé quelques tôles au laminoir, histoire de faire un peu de bruit et tenter ainsi de faire croire à ceux qui venaient aux renseignements que le travail avait repris. La maîtrise fait rouler quelques ponts et circuler des véhicules, par-ci par-là, mais rien de très sérieux. Les travailleurs en lutte ne sont pas dupes.

C'est la deuxième tentative du genre, la première ayant eu lieu le 12 mai à l'aide d'un appel directorial par voie de presse. D'autres méthodes d'intimidation ont été employées : envoi de 500 CRS le 3 mai pour dégager les aciéries, seules en grève à cette époque ; mise à pieds de délégués et d'autres travailleurs, chantage auprès des familles (lettre du 7 mai) ; mensonges par voie de presse ; provocations directes contre les piquets de grève par l'uti-

lisation de commandos armés de matraques, câbles et barres à mine (nuit du 15 au 16 mai, 3 blessés).

Pour les syndicats, c'est la semaine décisive : la plupart des non-grévistes refusent de remplacer les grévistes et, devant le durcissement de la lutte, débrayent à leur tour. C'est le cas, par exemple, de l'équipe de nuit du HFI qui était encore en relative activité ces derniers jours. Pour protéger leur outil de travail, les syndicats ont accepté que l'équipe du matin, en partie acquise à la grève, « bourre » le HFI avec une charge d'arrêt (coke sans minerai) après avoir vidangé les laitiers et le résidu de mauvaise fonte. Bien entendu, la direction ne l'entend pas ainsi et compte bien que l'équipe de soirée qui prendra à 13 heures, assure normalement son travail. De leur côté, les grévistes espèrent, pour leur part, les convaincre du contraire.

Nous en étions là, au début du meeting de 13 h 30, devant les bureaux de la direction.

Mais les choses ne sont pas faciles et les responsables syndicaux ont bien conscience que la partie se joue aujourd'hui 20 mai et que, demain, il risque d'être trop tard. Si le HFI s'arrête de produire jusqu'à la fin du conflit, la partie risque fort d'être gagnée. Dans le cas contraire, il sera peut-être difficile de maintenir le climat actuel optimiste et combatif, toute une semaine encore jusqu'au vendredi 23, journée de grève de tout le trust Usinor et des nouvelles négociations à Paris.

Les travailleurs en lutte, après le meeting, sont partis en voiture, par groupes de 4 à 5, jusqu'au HFI (situé à 5 km de là) pour essayer de convaincre l'équipe de soirée de ne plus le faire « couler ».

Au moment de la rédaction de cet article la situation en était là. L'épreuve de force est commencée.

Robert RIVAL ■

## Les hors-la-loi continuent...

### ● Convoyeurs de fonds à la Nation :

Depuis le 7 mai, les convoyeurs de fonds de SPS (Société Parisienne de Surveillance) occupent la place de la Nation. Face à des patrons très puissants qui imposent le black-out de la presse, 80 % de grévistes. Au lieu des 12 F de l'heure, des horaires et des conditions de travail épouvantables dans une ambiance de flicage permanent, ils veulent : un salaire garanti, des primes d'ancienneté, le paiement des jours fériés, une prime de risque. Il faut aller les voir et les encourager, place de la Nation. Le moral est bon.

### ● Tanneries d'Annonay :

Les 300 tanneurs d'Annonay sont en lutte depuis le 26 juin 1974. A la réunion

du 14 mai dernier, aucune proposition précise n'a été faite en ce qui concerne la réouverture effective de la tannerie et encore moins sur les garanties sociales.

Le préfet aurait invité des industriels pour les inciter à annoncer des créations d'emploi sur Annonay et dans la région. Nouvelle dérobade. En effet, il y a toujours 1 200 demandeurs d'emploi dans la région. Les 300 tanneurs, eux, n'accepteront aucune reconversion sans garantie. Ils veulent leur réemploi en tannerie avec la garantie des salaires et avantages acquis. Les ventes sauvages de peaux et de cuir continuent donc.

### ● Everwear :

Après deux mois, l'occupation de l'usine et les ventes de couvre-lits se poursuivent malgré de multiples tentatives de freinage (PS, CGT dont les deux tiers des adhérents ont cessé l'occupation).

Trois débouchés en perspective : Paul de Rouy qui n'embauche pas tout le monde et dont l'apport financier est en diminution constante ; les requins, Willot-Brothers, qui travaillent dans l'ombre après une visite de l'usine ; une coopération ouvrière dont l'idée a été lancée par le PS. Les Everwear se sont massivement inscrites au chômage le 14 avril et leur combat continue. Le PSU continue à organiser la vente des couvre-lits qu'elles fabriquent dans l'usine occupée.

### ● A la Sécurité Sociale :

Après la grève des 29 et 30 avril derniers, les travailleurs de la Sécurité Sociale et des institutions sociales recommenceront le 30 mai prochain et manifesteront à Paris, parce que les négociations n'ont pu avoir lieu avec le Ministre de tutelle (Veil) et l'UNCANSS. Le ras-le-bol grandit et ça déborde...

# Placer très

Comme chaque semaine, faute de conflits signalés par nos correspondants, nous nous référons au tableau de TS la semaine dernière d'Annonay, Everwear, Buda, Bayeu comme objectif le maintien de l'em

D'autres commencent, surtout Chausson où le conflit se durcit. Le négociateur tente de briser la résistance cette semaine, dans la métallurgie s'étend et il faudra placer la « b » général et unitaire pour contraindre

Car c'est plus que la sidérurgie française. Le prix de la reconversion n'est pas encore amorti malgré les payer à coup de stabilisation — elle en refusant tout changement dans travail posté).

Céder, pour le patronat dans la les travailleurs qui font les frais de La CII en est par ailleurs un autre Dunkerque se battent donc pour les travailleurs. La grève générale de nos dos au mur, attend. Il juge la combat mouvement (en Lorraine, il fait ver

Il est donc nécessaire d'aider p les conflits ne naissent plus seule l'emploi, mais s'attaquent à la logique prix de vente actuel tout en grignotant travail. Toute offensive ouvrière le l'organiser vers des objectifs de co ploï, reste donc un objectif fondam

## Unimel :

# Les patrons

Ce qui a marqué la troisième semaine extraordinaire de la solidarité, et

Dans la Générale Alimentaire elle brayages, des collectes, et, à Blois, nos tions semblables aux nôtres. A Besançon et un appui enthousiaste dans toute vente n'est pas un vol, car ce pain d'é

Dans une lettre envoyée au personnel le bien de l'entreprise ». Sa hargne touché juste et que nous devons continuer patrons de la ville, c'est la propriété p attaquons, et on comprend leur affolement nous sommes dans notre droit. L'argent ne sera utilisé pour nous payer, après s'obstine à refuser satisfaction.

Parmi les manifestations de solidarité l'aide des travailleurs de la Sécurité Sociale grévistes, et le soutien des Paysans-tra

Ailleurs, les travailleurs connaissent chez Bourgeois, ils se battent pour des du pouvoir d'achat. Ils refusent de payer leurs légitimes exigences. Et il suffit de (2,8 milliards de francs en 1973) ou de la constater que, si les salariés trinquent

# a barre haut

place, nous n'évoquerons que certains  
nts et nous ne pourrions pas parler de  
des. Beaucoup, comme le montrait le  
durent depuis longtemps (Tanneries  
ansocéan à Brest, Teppaz, etc.) avec  
l.

ns la métallurgie comme aux usines  
sinor, la direction se garde bien de  
ouvrière. Un début de relais a été pris,  
raîne à la Sacilor. La grève va donc  
e très haut » grâce à un mouvement  
pouvoir à reculer.

est en cause, c'est toute l'industrie  
pérée vers les ports (Dunkerque, Fos)  
per-profits accumulés. On le fait donc  
e d'abord l'emploi et les salaires — et  
conditions de travail (notamment du

allurgie, c'est reconnaître que ce sont  
ération de restructuration capitaliste.  
emple frappant. Nos camarades de  
oup d'autres, avec beaucoup d'autres  
métallurgie du 27 mai est donc la seule  
se crée en leur faveur. Le patronat, le  
ouvrière et essaie de désorganiser le  
es lingots d'acier de Sarre).

ous les moyens ces mouvements car  
nt sur des problèmes de maintien de  
du capital : maintenir la production au  
sur les salaires et les conditions de  
orte donc un coup dur. La coordonner,  
le ouvrier sur la productivité et l'em-  
al pour le PSU.

YVES SPARFEL ■

## s s'affolent

grève, (cf TS n° 657), c'est le développe-  
ventes de pain d'épice.

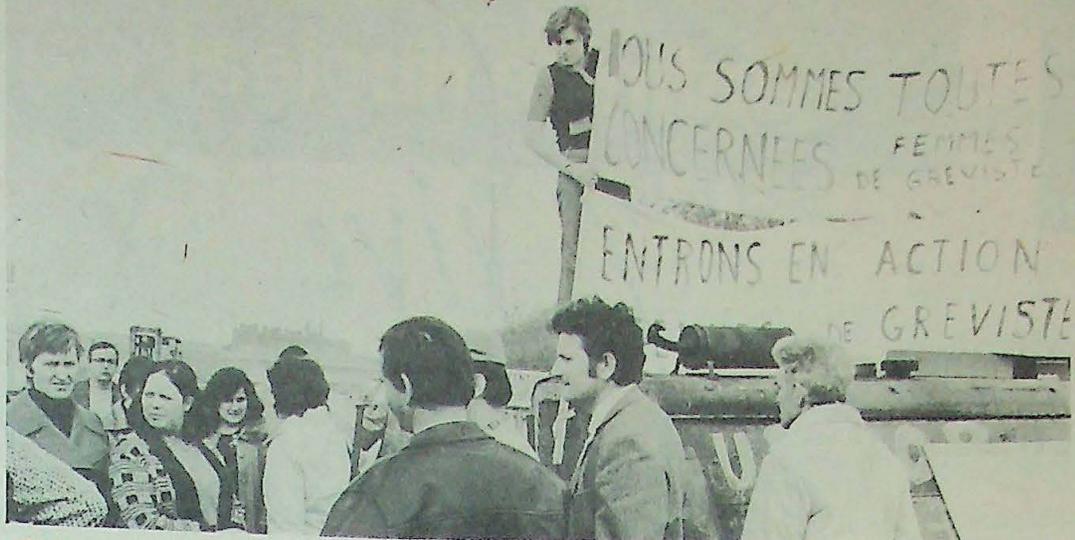
ne, nous sommes soutenus par des dé-  
parades sont en grève sur des revendica-  
ous rencontrons un accueil très chaleu-  
s boîtes. Tous comprennent bien que la  
c'est nous qui l'avons fabriqué.

ournier nous accuse de « voler et dilapi-  
puissante nous montre que nous avons  
ns cette voie. Pour Tournier et les autres  
e d'une poignée d'exploiteurs que nous  
En vendant le produit de notre travail,  
entes est pour le moment mis de côté. Il  
décision collective, que si la direction

nous avons particulièrement apprécié  
qui facilitent les remboursements aux  
eurs.

mêmes problèmes que nous. Chez Weil et  
entations de salaires, pour un rattrapage  
crise », qui a si bon dos pour faire taire  
es bénéfiques de la Générale Alimentaire  
IS (+ 47,9 % de bénéfices en 1974) pour  
patrons continuent à se sucrer.

Cellule PSU - Unimel ■



## Chausson :

# Le « tract » de la direction

Si Chausson, il y a 20 ans, avait acquis de nombreux avantages, la situation s'est fortement dégradée depuis. Selon l'enquête de l'Expansion, Chausson se situe parmi les dernières dans la cinquantaine de grandes entreprises à l'échelon national.

Après le mouvement de mai 68, aucune action de grande envergure n'a été engagée par les travailleurs. Mais la situation est devenue insupportable du fait de la crise (accélération des cadences, chômage technique, hausse des prix). Survient, en février, la lutte des travailleurs de chez Renault qui entraînait pour les travailleurs de Maubeuge et de Creil de nombreux jours chômés. Les Renault obtenaient des avantages : le fossé entre les salaires de Renault et de Chausson s'agrandit.

Ce sont les travailleurs de Maubeuge qui ont engagé l'action les premiers. La direction leur avait accordé 2 % au 1er mai pour tenter de désamorcer le mécontentement né des disparités avec Renault. Les actions s'amplifient alors en province (Creil, Maubeuge, Reims). A Maubeuge, la grève illimitée a été votée le 9 mai. Les provocations de la direction (organisation d'un contre-meeting avec la maîtrise CGC, proposition de vote à bulletins secrets et refus de payer le 13 mai à ceux qui n'auraient pas de bulletin de vote) ont échoué : les travailleurs ont lancé des cailloux dans les vitres de la direction.

A Reims, du fait d'une grève tournante et de la grève illimitée des caristes, la direction avait louck-outé une partie des ouvriers. La grève illimitée de l'ensemble des travailleurs a démarré le 13 mai.

A Gennevilliers, c'est le lendemain que la grève est déclenchée pour soutenir les deux autres usines. Ce jour-là, la direction distribuait un véritable « tract » d'appel à la grève : la feuille de paie amputée du chômage technique et des réductions d'horaires.

La revendication avancée en priorité est « 250 F immédiats pour tous ». Ce n'est qu'un acompte qui est réclamé pour la parité avec les salaires et les classifications Renault. Mais ces revendications s'accompagnent aussi d'autres plus spécifiques. Ainsi, à Gennevilliers, les travailleurs immigrés (80 à 85 % des salariés) demandent la dissolution de l'Amicale des Marocains (aux ordres des sbires d'Hassan II). Le patron a été acculé à négocier car les stocks sont épuisés, qu'il s'agisse des carrosseries ou des radiateurs de voitures ; or Chausson fournit 80 % de la production des radiateurs en France. Si le mouvement se durcit, il aurait des répercussions chez Renault, Simca, Peugeot et Citroën.

Après le refus des premières propositions patronales du 15 mai, assorties bien entendu du chantage à la reprise du travail (150 F de prime au lieu de 250 F), la grève s'est organisée plus solidement.

A Asnières et Gennevilliers, les bureaux et les usines sont occupés. Des comités de grève ont été élus en AG. Des commissions fonctionnent. La direction s'est repliée dans un bâtiment où elle regroupe quelques cadres et techniciens qui ne sont payés qu'à condition de faire leurs huit heures de présence.

La direction a tenté de répondre à cette lutte par la répression : trois militants sont déferés devant le tribunal de Reims et interdits de séjour dans l'usine. Pour Asnières et Gennevilliers, le juge a reporté sa décision au 28 mai et demandé la recherche d'une conciliation. Les négociations doivent reprendre le 21 mai mais les ouvriers restent fermement décidés à faire aboutir leurs objectifs et le paiement des jours de grève.

Cellule PSU-Chausson ■

## Des travailleurs sociaux à Toulouse :

Ils sont 960 employés de l'Association de sauvegarde pour les enfants invalides (ASEI) dans 19 établissements implantés dans toute la région Midi-Pyrénées. Or, cette association — qui se pique de favoriser la réinsertion sociale des handicapés n'applique pas les droits des travailleurs pour ses propres salariés ! Atteintes aux libertés syndicales, non-renouvellement du contrat des militants CFDT, non-application de la convention collective et des textes légaux sur les embauches, les licenciements, l'ancienneté, les congés payés.

## L'histoire d'une papeterie

Les travailleurs de la papeterie de la Seine, à Nanterre, s'inquiètent de la fa-

cilité avec laquelle CGT et PCF se sont félicités de la situation actuelle. Certes, la promesse faite par le préfet au député-maire de Nanterre (PCF) d'autoriser des investissements (les derniers dataient de 1962) dans l'usine est encourageante. Mais cela suffit-il à mener une campagne de victoire quand on sait qu'il y avait 1 600 emplois en 1958 et qu'il en reste 950 en 1975 ?

Pourtant les profits continuent à s'accumuler malgré la menace permanente d'expropriation, l'abandon de certains secteurs, les compressions de personnel. Mais la plus-value ainsi faite sur le dos des ouvriers va s'investir ailleurs, au Canada.

Contrairement à la CGT, la CFDT se garde donc d'être trop optimiste ; elle se souvient des « fins de grève » chez Larousse et à la Néogravure et n'a pas apprécié non plus que le centre culturel municipal de Nanterre (Théâtre des Amandiers) ne l'ait pas consultée pour monter une pièce : « La Bécane ». Cette pièce devrait représenter le combat de tous, même de ceux qui sont plus minoritaires ou plus exigeants. Mais la

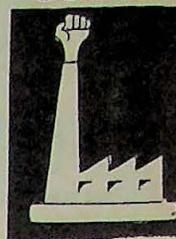
CGT-Livre a peut-être une certaine conception de l'unité...

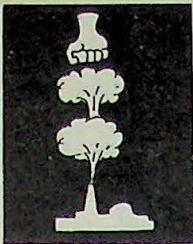
## Contre la loi sociale

Nos camarades travailleurs sociaux du PSU de Marseille dénoncent la loi sociale discutée au Parlement en novembre dernier. Il faut lutter contre son application, avec l'appui de la CGT et de la CFDT, car elle vise à réorganiser le secteur social au mieux des intérêts économiques et idéologiques de la bourgeoisie.

Pour cela, le contrôle de l'Etat sera plus fort et visera la rentabilité, la réintégration et la réutilisation de la force de travail. Bien sûr, il ne s'agit pas de soutenir le secteur privé ainsi restructuré, mais bien de dénoncer une certaine utilisation des travailleurs sociaux et du bénévolat au seul service de la bourgeoisie. Le regroupement des travailleurs sociaux dans un même comité intersyndical, et l'élaboration d'une plateforme d'action seront discutés à la commission nationale Santé qui se réunira, les 24 et 25 mai, rue Borromée à Paris.

social





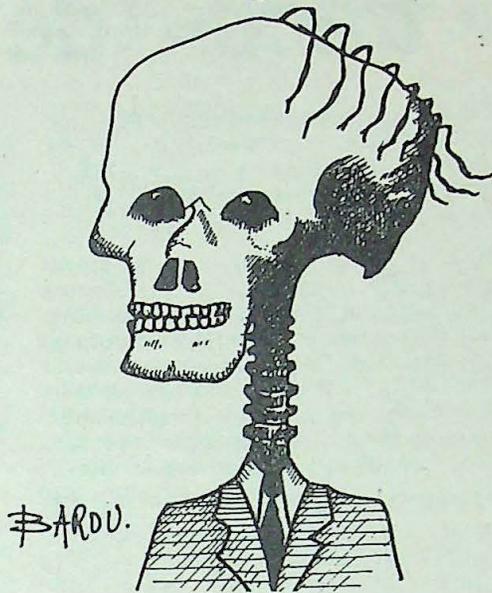
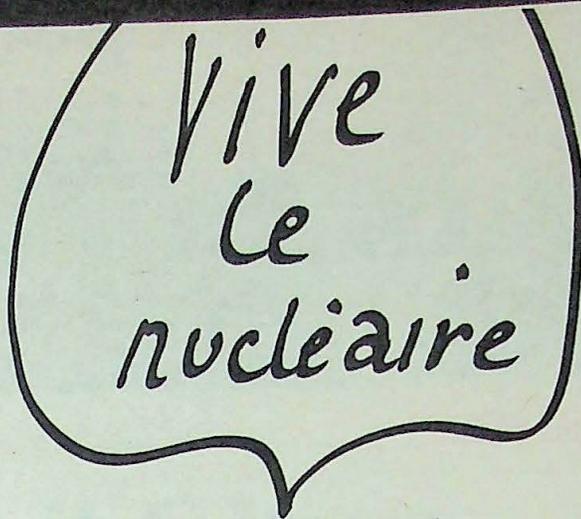
# enfin, le nucléaire à la télé...

« les atomes nous veulent-ils du mal ? »

## une crainte raisonnable

« Les atomes nous veulent-ils du mal ? ». Jean Lallier et Monique Tosello ont posé la question dans leur émission du lundi 29 mai sur « Ant. 2 » et y ont répondu affirmativement mais de façon très équilibrée. Trop équilibrée peut-être. Mais le fait est que le manque de débat qui a présidé à la décision du pouvoir de miser sur le nucléaire, les risques écologiques que fait courir l'installation de deux cents centrales sur le territoire français, dégageaient une impression d'inquiétude sourde. Il ne s'agissait pas du caractère inconnu de cette nouvelle forme d'énergie, puisque l'émission — de façon très didactique — a donné des explications illustrées de bandes dessinées (qui s'imposaient dans ce domaine et qui aidaient le profane à mieux s'y retrouver). Comme l'a reconnu M. Boiteux, directeur de l'EDF, pourtant favorable à la politique nucléaire du gouvernement, « **le legs que nous faisons aux générations futures, pose un problème moral** ». Et pour cause : des déchets de plutonium radio-actifs pendant deux cents quarante siècles ! La crainte raisonnable que soulevait l'émission de Lallier et Tosello avait un fondement plus politique ; il s'agissait du type de système social que sous-tend le choix énergétique fait par le gouvernement : une société oppressive fondée sur le contrôle policier et militaire tout azimut. Au fond, une émission intelligente et d'autant plus efficace qu'elle faisait une large part aux partisans du tout-nucléaire pour mieux les confondre.

Alain TLEMCEN ■



### assises nationales femmes

Les 24 et 25 mai, se tiennent à Paris les assises nationales Femmes du PSU. Les travailleuses, les paysannes, les étudiantes les lycéennes du parti feront le bilan de leur action et, surtout dégageront les axes de leur intervention sur tous les problèmes des femmes : avortement, sexualité, travail, équipements sociaux, vie dans les quartiers.

Des commissions se réuniront pour réfléchir à ces problèmes, à partir d'une analyse du rôle des femmes dans la société : de la famille au travail, etc...

Le rôle des femmes dans le mouvement révolutionnaire donnera également lieu à un débat, en s'appuyant sur les expériences internationales.

Participeront à ces débats de nombreuses délégations étrangères du mouvement révolutionnaire international (Chili, Portugal, Palestine, etc...), ainsi que des déléguées de nombreuses organisations de masse, syndicales et politiques françaises.

« les atomes nous veulent-ils du bien ? »

## les dés pipés

On ne discute pas avec la technostructure sur son terrain. C'est la principale leçon à tirer des « dossiers de l'écran » de mardi dernier, sur « Ant. 2 ».

Le battant principal des cloches nucléaires était Monsieur Giraud, dirigeant du C.E.A. Après avoir organisé, auprès de Guichard (à l'époque ministre de l'Education nationale) la répression de 1971 contre les lycéens, cet homme d'ordre fut nommé à la tête du CEA au moment où le gouvernement s'orientait vers la filière américaine.

Il était donc le spécialiste tout indiqué pour brutaliser à la fois ses adversaires et la vérité. Fidèlement secondé par le concierge de Fassenheim, il épargnait à Boiteux le soin de se justifier sur le fond.

Face à la morgue bureaucratique des partisans du nucléaire, la seule solution était de parler au peuple et de lui parler de lui. C'est ce qu'ont tenté de faire, parfois avec succès, Brice Lalonde, Lebreton et Laponche. Malheureusement, le type même de débat imposé par A. Jérôme n'a permis d'exprimer qu'une partie de ce que les adversaires du programme nucléaire avaient à dire.

Ainsi le bluff du kw /h pas cher, ainsi le caractère policier d'une société nucléaire, ainsi le débat sur la croissance elle-même n'ont pu être vraiment traités.

Au vrai, ce n'est que sur le terrain, et avec un contre-projet de société collectivement élaboré, que sera entravée la marche à la mort d'EDF-Westinghouse.

Jacques THIBAUT ■





Le ministère de l'Economie et des Finances a annoncé à grand tapage, et la presse à grands titres, qu'un « nouveau train de mesures en faveur du logement » (Nouveau Journal du 7 mai) vient d'être lancé.

Tous les détails de ces mesures — qualifiées un peu partout de « **simples balcons d'oxygène** » — ont été reproduits dans la presse du 6 et 7 mai. Je résumerai donc simplement l'essentiel de ce qu'on a pompeusement appelé le « plan de relance » :

1° Les prix-plafonds des logements susceptibles d'être financés par des crédits à moyen terme vont être relevés. (Une petite remarque : j'ai trouvé admi-

nable que ces prix-plafonds aient été relevés, pour Paris et les villes nouvelles de la région parisienne, de 2 600 à 4 600 F le mètre carré de logement. Prodigeux bond qui traduit bien la montée du prix de la construction !)

2° Des crédits supplémentaires vont être accordés pour le financement de 7 000 HLM locatives.

3° Les Caisses d'Epargne sont autorisées à accorder des prêts destinés à la rénovation des lo-

Où en est la question du logement ?

## Les éternelles mesures

gements anciens, non seulement aux propriétaires qui occupent leurs appartements, mais encore à ceux qui louent. Les rénovateurs vont être ravis.

Ainsi, fidèle à la politique pratiquée depuis 15 ans, le nouveau gouvernement « relance » l'incitation à l'achat. Mais qui peut encore aujourd'hui accéder à la propriété ? Dans un article intitulé « Coup d'arrêt à la construction » le **Nouvel Observateur** du 12 mai, affirme que « **seules les familles disposant d'un revenu mensuel de 8 000 à 10 000 F peuvent actuellement payer les traites d'un appartement de 3 pièces à Paris.** » N'importe qui possède suffisamment d'éléments d'appréciation pour se rendre compte que ce chiffre correspond à la réalité. Alors ? Alors le marché, plus que jamais, est dominé par la spéculation immobilière.

Quant aux mesures prises en faveur des HLM, le **Monde** du 8 mai fait état de la prise de position de M. Robert Lion, délégué général de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'HLM, qui conteste le caractère social des mesures annoncées par M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances. Si ces mesures comportent le financement de 7 000 HLM locatives supplémentaires, souligne M. Lion, le nombre total des HLM locatives qui seront financées sur les crédits budgétaires pour 1975 est encore inférieur de 9 000 environ à celui de l'année dernière. En outre, M. Lion fait remarquer que, « **en ce qui concerne l'accession à la propriété, un financement supplémentaire de 45 000 logements a été octroyé (20 000 en janvier, 25 000 en mars), mais, sur ce total, le contingent de lo-**

gements HLM, donc réellement sociaux, n'est que de 2 500. »

Mais là ne s'arrêtent pas les divergences entre M. Robert Lion et le gouvernement. Cette fois, il s'agit d'un projet de loi foncière présenté par M. Robert Galley (ministre de l'Équipement).

La grande idée de ce projet, c'est qu'on voudrait limiter « le droit de construire attaché à la propriété du sol ». Nous disons bien « limiter ». Pas réduire vraiment. Et bien sûr, on s'est empressé de préciser que « le droit de propriété, qui est dans notre société un gage de sécurité et de liberté des personnes, n'est pas remis en cause ». On s'en serait douté !

N'empêche que les chambres syndicales de propriétaires sont sans dessus dessous. L'UDR ne sait pas quelle position prendre. Les parlementaires sont assaillis. Et les partis de gauche critiquent l'inutilité réelle de ce projet. Pour Robert Lion : « **Il y a contradiction flagrante entre les objectifs du projet de loi foncière et celui de conserver des logements anciens et sociaux dans le centre des villes. Il est bon de décourager la construction d'un nombre excessif de logements neufs. Mais il faut savoir que la demande se portera alors vers des logements rénovés, chers et spéculatifs.** »

Il existe de graves divergences entre ceux qui règlent nos problèmes de logement. Messieurs Galley et Fourcade d'un côté, Monsieur Robert Lion de l'autre. Celui-ci est d'ailleurs à l'origine d'un « Livre blanc » des HLM qui vient de sortir et suscite d'intéressantes réactions. Nous en reparlerons.

Marie LABORDE ■

## pour ou contre la radiale Vercingétorix

A Paris, après le XIII, le XIX, le XV, la politique de rénovation urbaine s'attaque maintenant au XIV.

En février 1974, « la ZAC Guillemot » est créée au pied de la Tour Montparnasse ; ceci veut dire que, exceptés quelques immeubles, l'ensemble du quartier va être rasé et ses habitants expulsés pour faire du neuf et accueillir de nouveaux habitants afin que la tour ait un environnement décent.

En novembre 1974, un nouveau projet de radiale est voté par le conseil de Paris : il prévoit une « voie rapide intégrée au tissu urbain », faisant suite à un projet d'autoroute urbaine reliant la porte de Vanves à la Tour Montparnasse qui avait suscité la protestation de nombreux habitants et des associations du quartier. Ici, c'est la politique de priorité à l'automobile qui est en jeu.

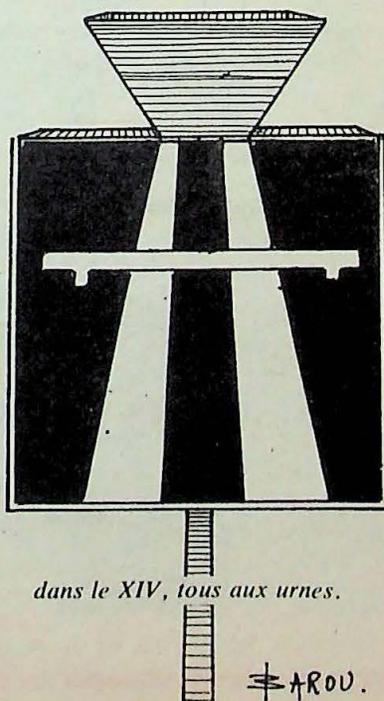
Face à ces projets, se sont créées depuis un an deux associations :

« *Vivre dans le XIV* » s'est constitué sur le problème spécifique de la rénovation : la politique de la table rase n'est pas la seule envisageable. Il est possible de conserver les immeubles qui peuvent être réhabilités. La « rénovation » qui consiste, officiellement, à remplacer les bâtiments existants par des constructions neuves pourrait être limitée à certains îlots insalubres.

Rénovation et réhabilitation seraient alors prises en charge conjointement par un organisme public (OPHLM par exemple), afin d'assurer le relogement sur place de tous les habitants du quartier.

Le Comité Vercingétorix propose d'autres solutions :

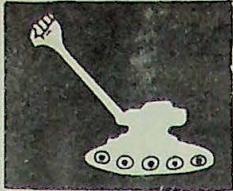
— des transports en commun pour desservir tout le quartier Montparnasse, c'est-à-dire un réseau dense de voies interdites aux voitures particulières et réservées notamment aux autobus, taxis et deux roues.



— l'insertion des 60 000 m<sup>2</sup> de la radiale dans la ZAC Guillemot, ce qui permettrait, l'espace une fois réorganisé et redistribué, non seulement de favoriser les transports en commun, mais encore de réaliser l'implantation d'équipements collectifs et d'entreprise.

Ces solutions répondraient effectivement aux véritables besoins des habitants du XIV.

C'est pourquoi le Comité Vercingétorix, l'association des locataires du Maine-Montparnasse, la CNL du XIV, la CFDT du XIV, le PS du XIV, le PSU du XIV organisent une consultation populaire le samedi 31 mai et le dimanche 1er juin (10 h - 13 h) afin de permettre aux habitants de s'exprimer sur le projet de novation « Zac Guillemot » et surtout sur le projet de radiale Vercingétorix qui sera voté en juin par le conseil de Paris.



armée :

# pour des états-généraux du soldat

Depuis quelques mois, le mouvement des appelés connaît une certaine pause. Même s'il se renforce en profondeur, notamment par la multiplication continue des comités de soldats et de marins dans les unités, une légère démobilisation a lieu...



Cette situation est due à plusieurs raisons :

— l'atmosphère générale de crise économique qui engendre un certain attentisme parmi les travailleurs, et par contre coup, dans le mouvement des appelés ;

— le remplacement de Soufflet par Bourges et Bigeard qui ont pris un certain nombre de mesures politiques pour tenter d'endiguer l'agitation ;

— dans les casernes, la difficulté de traduire dans l'action la plate-forme de l'appel des 100 ;

— le quasi-mutisme du P S et du P C sur la lutte des soldats.

## la nouvelle idole

Le gouvernement Giscard a donc remplacé, tardivement, un ministre atteint de cécité politique grave par Yvon Bourges et le général Bigeard. L'une des premières mesures de ce « cabinet de guerre » a été de céder sur quelques revendications minimales réclamées par le mouvement des appelés : — la solde a été portée à 210 F pour les hommes du rang appelés ; — un transport gratuit mensuel minimum a été acquis.

En même temps, la nomination de Bigeard comme secrétaire à la défense exprime la volonté du gouvernement d'empêcher que les jeunes sous-officiers et plus généralement les jeunes engagés se joignent au mouvement des appelés : la bourgeoisie a donc parfaitement compris le danger que représenterait la jonction d'une large fraction de jeunes engagés, — hommes du rang et sous-officiers — avec le mouvement des appelés et au-delà, celui des travailleurs. La bourgeoisie mène une bataille politique, à la fois pour désamorcer au fur et à mesure les potentialités les plus explosives du mouvement des appelés et en même temps pour établir un réseau de fils de fer barbelés entre la masse des jeunes travailleurs sous l'uniforme et celle des jeunes engagés, hommes du rang ou sous-officiers, à qui elle offre l'idole Bigeard en modèle.

Le peu d'empressement mis par le PS et le PCF pour impulser et populariser la lutte des soldats est un obstacle au développement du mouvement.

Pour soutenir le mouvement des soldats, nous n'avons pas à nous soucier en effet d'une soi-disant « défense nationale » et du respect de la discipline. Mieux même : nous affirmons clairement notre vo-

lonté d'affaiblir et à terme de liquider tous les instruments militaires de la bourgeoisie. La propagation d'une telle phraséologie mystificatrice, si elle peut éventuellement permettre le contact avec une fraction de sous-officiers et d'officiers pour qui les révolutionnaires sont du domaine de la quatrième dimension, contribue surtout à fortifier dans la masse des soldats du rang les sentiments patriotiques, et engendre la confusion sur les objectifs de la lutte. Elle affaiblit par conséquent le niveau de conscience et la combativité du mouvement des soldats.

## une jeunesse encasernée

En ce qui concerne le PCF, depuis l'unique manifestation à l'eau de rose de Nancy, le silence le plus complet règne sur cette question dans *l'Humanité*.

La plate-forme de l'appel des 100, si elle demeure la base revendicative du mouvement des appelés, a perdu le contenu agitatif qu'elle avait lorsque l'action consistait à la signer. Les manifestations de Draguignan, Karlsruhe, Verdun, pour des revendications différentes, ont montré des formes d'action supérieures pour continuer la lutte. Mais elles n'offrent pas de perspectives bien unifiantes. Pour cette raison, nous devons soutenir tout mot d'ordre unificateur, même minime, capable de souder les plus larges couches de la jeunesse encasernée, atomisée et dispersée dans des cen-

taines de casernes et de bases.

Un syndicat de soldats, d'appelés, d'engagés, d'hommes du rang et de sous-officiers lié aux organisations ouvrières ne sugira pas du vide. Cet instrument sera créé dans le cours de la lutte pour les soldats eux-mêmes. Mais, même si les modalités concrètes de sa création ne sont pas pour le moment prévisibles, sa constitution et sa proclamation doivent être, de toute façon, précédées d'une préparation politique. C'est pour cette raison que notre mot d'ordre : « Pour un syndicat de soldats lié aux organisations ouvrières » doit figurer en permanence dans notre propagande générale et être développé par les comités I D S. Mais nous devons proposer aussi le cadre transitoire au syndicat, permettant de rassembler tous les comités de soldats, quelle que soit l'influence politique qu'ils subissent, en appelant à la venue d'Etats généraux, afin que le mouvement mette sur pied les premières formes de son organisation nationale et détermine ses modes d'action.

L'appel pour la tenue d'Etats généraux du soldat constitue dans ces conditions un objectif essentiel : elle est, dans la pratique, l'étape transitoire vers la constitution et la proclamation solennelle d'un syndicat de soldats, appelés et engagés, hommes du rang et sous-officiers, lié aux organisations ouvrières ; elle est l'amorce pratique de l'unification des mouvements antimilitaristes.

□ Georges Vernes



## les travailleurs avec les appelés



Les liens entre le mouvement ouvrier et le mouvement des soldats se renforcent. De nombreuses sections, unions locales ou départementales des syndicats (CFDT notamment, mais aussi CGT) contribuent désormais au combat des appelés et engagés. Mettant leurs locaux à la disposition des comités, ces organisations syndicales réalisent concrètement l'unité soldats travailleurs.

La CFDT de Seine St-Denis (section PTT, UL de Noisy le Sec et de Sevran) a pris en charge la publication des journaux des garnisons de Karlsruhe et Tübingen (« *Tringlot en colère* », « *G.V. M. Facher* »).

A Clermont-Ferrand, le comité du 92e RI fait éditer son journal (« *Gardavouf le Gaulois* ») par l'UIB-CFDT et l'UL-CGT. C'est par de telles initiatives que la prise de position de la CFDT « pour l'organisation au plus vite de syndicats au sein de l'institution militaire » prend tout son sens.

Les soldats en lutte ressentent également impérieusement la nécessité de s'associer aux luttes de la classe ouvrière, de s'appuyer sur ses organisations. A Vernon, le comité du 3e RAMA a exprimé sa solidarité aux ouvriers de Piron-Bretoncelles en lutte (message, collecte). Huit soldats, parmi lesquels un engagé, ont été sanctionnés suite à cette action.

A Issy-les-Moulineaux, un groupe de soldats s'est mis sous la protection du syndicat et a lancé un appel aux centrales FEN, CFDT, CGT, pour œuvrer à la construction d'un syndicat de soldats : « Le droit à l'organisation est une des revendications essentielles des soldats. (...) » Mais éclatés dans des dizaines de casernes, nos possibilités sont limitées. Nous avons besoin de l'appui d'organisations nationales.

Le 1er mai, c'est dans le cortège syndical que 200 soldats, marins et aviateurs avaient pris place...

B. J. ■

Indochine :

# Les retombées de la victoire

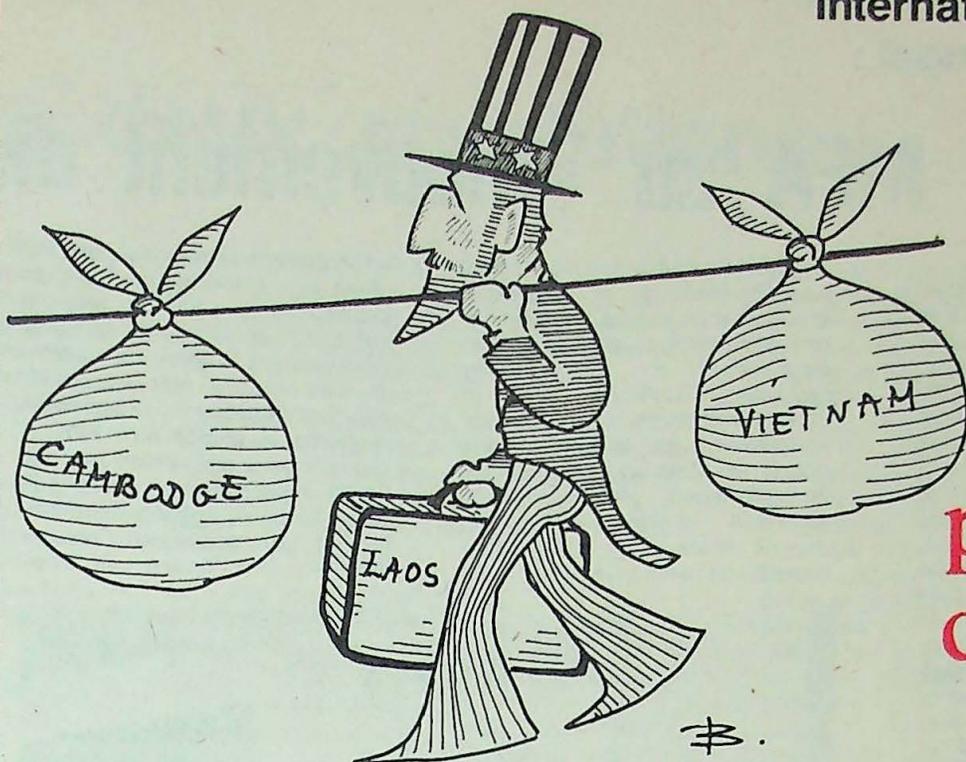
La victoire au Vietnam et au Cambodge a opéré de nombreux bouleversements dans la situation internationale, et plus particulièrement en Asie. Au Laos, l'évolution du rapport de forces a été immédiate. La Thaïlande a obtenu en principe le départ sous un an des troupes US (23 000 hommes, 4 bases aériennes) et protesté contre le débarquement de « marines » lors de l'affaire du Mayaguez. La Thaïlande, directement menacée (dix-sept provinces sont considérées comme « non-sûres » par les officiels) cherche à promouvoir une politique de neutralité apparente visant à désamorcer l'influx révolutionnaire renforcé par la victoire.

Tous les membres de l'OTASE se concertent pour amenuiser les « ondes de choc » de cette victoire. Des positions stratégiques dans la région restent à préserver : la Corée du Sud est un pion important pour la sécurité du Japon ; le détroit de Malacca constitue le point de passage du pétrole du Moyen-Orient vers l'Asie (donc vers le Japon) ; le pétrole d'Indonésie ; les intérêts des métropoles capitalistes dans la région. C'est pour cette raison qu'USA et Japon s'entendent pour une participation plus active du Japon dans la défense des intérêts impérialistes dans la région. Les forces militaires américaines restent puissantes, notamment avec la présence permanente de la 7ème flotte. La nouvelle ligne de défense impérialiste passe, semble-t-il, par Japon-Philippines-Australie.

Mais les retombées pour l'impérialisme vont bien au-delà. La victoire des forces révolutionnaires en Indochine est venue aggraver le désarroi de l'impérialisme dans une situation internationale marquée par la crise globale du système capitaliste avec la récession économique qui se poursuit, la fronde des pays producteurs, la combativité ouvrière quasi-permanente en Italie, en France, en Grande-Bretagne, la révolution portugaise et bientôt l'Espagne. La criminelle et dérisoire intervention pour « libérer » le Mayaguez est la réaction d'un tigre blessé. La victoire des forces révolutionnaires en Indochine est bien celle des travailleurs et des peuples du monde.

C.L. ■

international



## Le prochain domino

de notre correspondant au Laos

Plusieurs milliers de manifestants condamnant la CIA et les profiteurs de tout genre dans les rues de Vientiane, trois gouverneurs de province séquestrés par les manifestants dans le sud du pays, quatre ministres de la droite et un général des forces armées royales contraints de démissionner sous la pression populaire, deux autres généraux démis de leurs fonctions de Commandants en chef, dans les 2ème et 5ème régions militaires, les forces armées royales passant sous contrôle direct d'un vice-ministère du Front patriotique... En quelques jours, la droite vient de subir de très sérieux revers au Laos. Serait-ce un prélude à l'effondrement du régime de Vientiane et à la libération totale du pays ?

C'est qu'en effet, les rapports de force ont considérablement évolué depuis la signature des « accords de Vientiane » (février 73) et la formation du gouvernement provisoire d'Union Nationale (avril 74). Les troupes étrangères (conseillers américains et mercenaires thaïlandais) ont tout d'abord été contraintes de se retirer. Par ailleurs, les deux capitales du royaume ont été progressivement neutralisées : les forces armées de libération nationale ont pu notamment installer 1 000 soldats à Vientiane (capitale administrative) et 500 à Louang Phrabang (capitale royale).

Dès lors, la lutte a changé de terrain. De militaire, elle est devenue surtout sociale et politique. Depuis la présence du Front patriotique au pouvoir, la droite ne peut plus régner comme autrefois en maître absolu, et le peuple a rapidement découvert l'usage qu'il pouvait faire des libertés ainsi obtenues : très rapidement, les deux capitales neutralisées et les zones encore contrôlées par la partie de Vientiane ont été l'objet de profonds mouvements sociaux : tour à tour, ce furent les étudiants, les lycéens, les employés municipaux, les ouvriers des soieries et autres manufactures, et même les agents subalternes de la police et de l'armée qui déclenchèrent des grèves en série. A l'origine de ces mouvements, des revendications de salaire, le ferme désir d'éliminer les directions corrompues, mais aussi la volonté d'en finir avec la présence américaine et les contremaîtres thaïlandais racistes.

C'est dans ce contexte que le conseil politique national de coalition, présidé par Souphanouvong, a

voté à l'unanimité un programme politique en dix-huit points, pour l'édification de la paix, de l'indépendance, de la neutralité, de la démocratie, de l'unité, et de la prospérité du royaume Laos. Ce programme reprend en grande partie le programme du Front patriotique ; il fixe entre autres comme tâches urgentes l'établissement des libertés démocratiques, l'égalité entre les ethnies et entre les sexes dans tous les domaines, la liquidation des séquelles des cultures étrangères dépravées, l'assurance de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie matérielle et morale et l'élimination de la surexploitation du travail des paysans et des ouvriers.

La promulgation de ce programme a revêtu immédiatement un effet mobilisateur : les contestataires se réfèrent désormais à lui en permanence. D'abord dispersés, ils se sont peu à peu regroupés en diverses organisations. C'est ainsi notamment que les ouvriers et les petits employés ont constitué une « union des travailleurs » dont le rôle ne cesse de croître au cours des événements actuels. Par ailleurs, les 21 organisations contestataires assurent entre elles une coordination permanente.

La droite ne reste bien évidemment pas sans réagir : tout d'abord, elle n'a cessé depuis deux ans de violer les accords de Vientiane, en s'opposant notamment à la neutralisation effective des capitales, en créant de multiples difficultés pour le bornage de la ligne du cessez-le-feu et en empêchant au maximum les « réfugiés » de retourner dans leurs provinces d'origine actuellement sous le contrôle des forces patriotiques. Les « forces spéciales »

du général Vang Pao, financées et entraînées par la CIA, n'ont pas été à proprement parler dissoutes : elles ont récemment attaqué par surprise les forces patriotiques aux abords de la route qui mène à Louang Phrabang. Mais les forces armées de libération nationale ont très vivement réagi, et Souvanna Phouma a dû démettre le Général Vang Pao de ses fonctions. Le général commandant de la 2ème région militaire a connu le même sort pour avoir subitement attaqué une position détenue par les forces patriotiques aux abords de Vientiane.

Mais c'est surtout sur le plan économique que la réaction de la droite se fait sentir : la bourgeoisie laotienne, étroitement liée aux commerçants étrangers et aux compagnies d'import-export, stocke les marchandises, spéculant sur l'or et le dollar, évacuant les capitaux vers l'étranger. Le « kip » ne cesse donc de dévaluer (près de 100 % en l'espace d'un mois sur le marché libre !) et les prix montent en conséquence.

Mais le mécontentement populaire s'accroît aussi dans les mêmes proportions. Et désormais, les contestataires savent où frapper : lors des dernières manifestations, ils s'en sont pris directement à la CIA, aux impérialistes, et à la bourgeoisie compradore et corrompue. Devant l'ampleur du mouvement, la droite commence à s'affoler : depuis la chute de Phnom Penh et de Saigon, elle sait d'autre part qu'elle ne peut plus compter sur le soutien yankee.

Ecartelée entre la tentation du coup d'Etat et le réflexe de fuite vers l'étranger, la droite réagit désormais en ordre dispersé. Le régime de Vientiane pourrait fort bien s'effondrer « de l'intérieur », sous le propre poids de ces contradictions. Et le Neo Lao Haksat sait déjà qu'il peut compter sur la présence dans les zones encore contrôlées par la partie de Vientiane, de forces véritablement progressistes avec qui il pourrait provisoirement gouverner le pays en vue de préparer « les élections véritablement libres et démocratiques » prévues dans les accords.

M.R. ■



international  
Portugal :

# du MFA au « mouvement de libération »

Quelles que soient les interprétations contradictoires que l'on peut donner des dernières initiatives du MFA au lendemain de sa dernière assemblée générale, une certitude s'impose : après avoir connu une hégémonie modérée, puis procommuniste, le MFA vient de déclencher depuis un mois environ un renversement de majorité en faveur de ses éléments les plus radicalisés, indépendants des partis et décidés à imposer le plus rapidement possible une rupture définitive avec le capitalisme. Comment une évolution aussi rapide a-t-elle pu se produire ?

En fait, les discussions qui se sont jusqu'à présent déroulées au sein des assemblées du MFA ont toujours été centrées sur les transformations à apporter aux structures économiques du Portugal et sur la capacité des partis politiques à aider le Mouvement dans sa tâche. Jusqu'à présent, la relative santé de l'économie portugaise permettait aux secteurs modérés du Mouvement de s'appuyer sur les partis réformistes, en particulier le PCP, pour imposer une certaine pause sociale et progresser lentement dans la voie des réformes de structure.

Après la flambée sociale relativement courte à la fin de l'année 1974 et du début de l'année 1975, cette ligne de

conduite semblait répondre parfaitement à la situation, d'autant plus que le mouvement des commissions de travailleurs s'essouffait et que l'Inter-syndicale dominée par le PCP permettait de canaliser étroitement les revendications ouvrières. Mais un renversement de tendance s'est progressivement opéré à la suite du 11 mars, qui a entraîné l'institutionnalisation du

de travailler à faire progresser les idées révolutionnaires dans les masses ; à la suite du 1er mai enfin, où l'on a vu le PS critiquer ouvertement le MFA sur la base de ses succès électoraux, en refusant la présence à ses côtés de partis — le MES ou le FPS — qui n'étaient pas, selon lui, des partis représentatifs, mais qui, selon le MFA, collaboraient utilement au processus révolutionnaire en cours. Or, ces

crise économique devient, en effet, clairement menaçante.

## au-dessus des partis ?

Dans ce contexte, la tentation est forte pour le MFA de passer au-dessus des structures des partis pour mobiliser les masses au sein d'organes décentralisés de pouvoir et de production, et inventer en liaison avec les travailleurs une nouvelle forme de modèle politique et économique. Une telle tentative briserait les bureaucraties des partis par la prise en charge locale des responsabilités et répondrait à la crise par un nouveau type de consommation, commandée par les besoins et non par les incitations publicitaires, et par une nouvelle organisation de la production, orientée non par le profit mais par l'intérêt de l'ensemble des travailleurs.

Mais peut-on, comme l'affirme le général Otelo de Carvalho « envisager la mort naturelle des partis ? ». Leur réaction ne s'est pas fait attendre. Alvaro Cunhal au nom du PCP, déclarait récemment qu'« une condamnation globale des partis par les militaires serait une erreur grave ». Le mardi suivant, Mario Soares, prenant prétexte d'une crise grave au journal « República », est allé jusqu'à lancer un appel à ses troupes : « A partir de ce moment, nous mobilisons les socialistes du Nord au Sud, pour dire non à la dictature. » La situation est donc loin d'être stabilisée.

Jean PATERNAT ■



La campagne de « dynamisation culturelle » dans l'armée : ici, des membres du conseil de la révolution animent un débat avec les officiers et les hommes de la garde républicaine de Lisbonne.

mouvement et un renforcement de l'indépendance du MFA ; puis à la suite des élections du 25 avril, qui ont montré l'obstination des partis politiques à se disputer des clientèles électorales plutôt que

luttons de plus en plus vives entre les partis s'aiguisent au moment même où le MFA estime que l'union autour d'un programme de socialisation rapide devient nécessaire. La

## Trois thèmes de réflexion

Sans aucun doute, les résolutions du MFA représentent une nouvelle étape de la radicalisation de la révolution portugaise. Une fois de plus, l'initiative est prise par l'aile révolutionnaire du MFA qui a réussi maintenant à s'assurer l'hégémonie dans le Mouvement.

Voilà déjà un premier thème de réflexion : une équipe militaire, d'origine petite-bourgeoise, pragmatique mais soumise aux influences du processus mondial de la révolution (l'expérience chilienne, la lutte de libération dans les colonies, les nouvelles luttes de classes en Europe pour le contrôle et l'autogestion...) se radicalise au diapason de la dynamique objective du processus et joue un rôle d'avant-garde indéniable. Dans la recherche d'un « modèle » de transition au socialisme qui repousse les options social-démocrates et stalinienne (défendues toutes deux au Portugal par des directions particulièrement caricaturales), cette avant-garde politique conjoncturelle cherche sa liaison organique avec les expressions les plus claires de l'avant-garde sociale : la classe ouvrière et les travailleurs en général.

Ainsi, l'alliance peuple-MFA, médiatisée hier par les partis de masse (PC et PS), est définie aujourd'hui sous la forme de « relations directes avec toutes les structures de participation populaire, telles les commissions de quartiers, de résidents, de travailleurs ». Relations directes qui passeront par la création de commissions mixtes qui « seront dotées d'un pouvoir exécutif en vue de la solution des problèmes les plus urgents qui se posent aux populations ».

Si ces commissions se mettent véritablement en place à partir des communes jusqu'au plan national, si elles se composent effectivement de délégués des diverses commissions de travailleurs, de résidents, de soldats, si — comme le proposent certains responsables du MFA — elles sont à même de jeter les bases d'un réseau de milices armées en liaison avec les casernes, si enfin elles sont réellement dotées d'un pouvoir exécutif, alors nous verrons naître au Portugal une véritable dualité de pouvoir « soviétique », qui posera de nombreux problèmes en relation avec « l'occupation » actuelle de l'Etat bourgeois par (souvent) les mêmes militaires qui le préconisent.

Mais voilà un second thème de réflexion : une telle démocratie du pouvoir populaire peut-elle fonctionner politiquement sans partis ouvriers ? A cette question fondamentale, les militaires du MFA répondent par le « dépassement des partis » et la constitution à partir de ces structures de pouvoir à la base d'un vase « Mouvement de Libération ». Il y a certes une base rationnelle à cette position : le réformisme et le bureaucratisme des deux principales formations ouvrières du pays, qui, chacune à sa manière, freinent le processus.

Mais n'y a-t-il pas « confusion » des genres ?

Pour être véritablement des structures de pouvoir populaire, les commissions diverses qui se créent doivent être effectivement l'expression de tous les travailleurs, militants socialistes et communistes compris (Lénine, parlant des soviets, les appelaient « parlements ouvriers »). Leur fonction, ne peut pas être celle d'un « MFA civil » ou d'un « Mouvement » : ce serait

les minoriser comme organes de pouvoir.

Par ailleurs, de telles structures ne se décrètent pas. Elles surgissent parce que la situation l'exige. Elles ne sont pas avant tout le fruit de consignes, mais surtout le produit d'un mouvement social. Aujourd'hui, malgré l'impulsion qui est donnée, leur développement est encore embryonnaire. Et vouloir être volontariste en la matière (par exemple, baptiser « conseil » ce qui n'est encore qu'un regroupement de militants radicalisés), c'est tuer l'idée avant même sa naissance.

Dans ces conditions, l'alliance peuple-MFA au-dessus des partis risque, sauf à considérer le MFA comme un parti (ce qui est un autre problème à débattre) de semer la confusion dans la base ouvrière et populaire de ceux-ci, et ainsi, plutôt que les entraîner, risque de les « braquer » avec toutes les conséquences néfastes pour les développement équilibré du processus.

Tenir compte de la réalité contradictoire du PC et du PS ne veut pas dire, au contraire, leur laisser la direction du mouvement de masse. La question de la construction d'une direction révolutionnaire alternative reste posée. Que devient à ce propos le projet de création d'une formation socialiste révolutionnaire de masse, dont parlaient certains militaires il y a quelques temps ? Ce projet est-il remplacé par celui de « Mouvement de Libération » ? Si oui, ne risque-t-on pas à vouloir mélanger structuration du double pouvoir et construction de la force politique alternative, de ne faire réellement ni l'un ni l'autre.

C'est un troisième thème de réflexion.

Maurice NAJMAN ■



# l'avenir de deux révolutions

**Le destin de deux pays semble de plus en plus étroitement lié malgré la distance qui les sépare : le Portugal et l'Angola. Si la situation de l'ancienne colonie portugaise dégénère en guerre civile généralisée, doublée probablement d'une intervention étrangère, tout serait à craindre pour l'avenir politique des deux pays...**

◆ Nous ne reviendrons pas sur les raisons nombreuses qui ont suscité l'intérêt de certaines puissances impérialistes pour l'Angola (cf. PSU - Doc. n° 80-84 : Portugal 1974-75 et TS n° 648 du 8 mars 75). Rappelons simplement que l'Angola constitue un enjeu économique de premier plan qui a attiré surtout les multinationales américaines et allemandes, et un enjeu stratégique capital en raison de sa position-clé au nord de l'ensemble Namibie-Afrique du Sud et de l'importance de ses côtes pour le contrôle de la route du Cap. Ajoutons que l'enclave de Cabinda, région pétrolière immensément riche, située à l'intérieur du Zaïre, connaît déjà une intervention active des compagnies transnationales comme la Gulf Oil américaine et l'ELF-ERAP française : un Front de libération de l'enclave de Cabinda a même été formé à leur initiative, et le financier africain Franque Ranque s'est placé à sa tête.

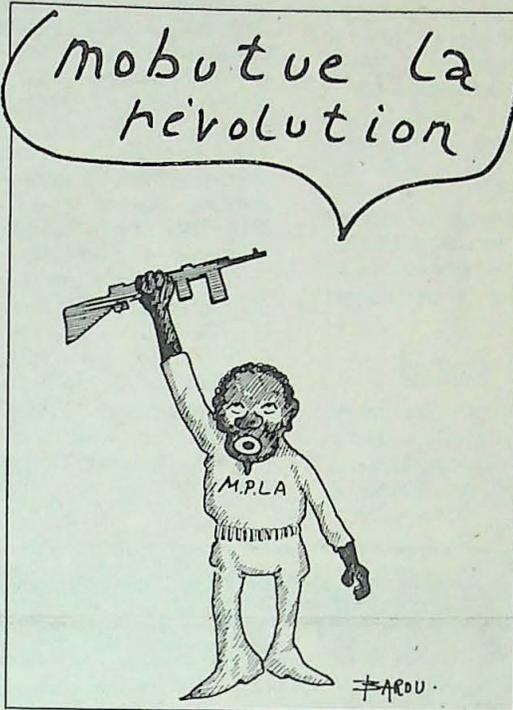
## l'accord impossible

A la suite du 25 avril 1974, le Portugal a d'abord cherché à imposer une solution néo-coloniale sous la direction du général Spínola, en étroite liaison avec Nixon et Mobutu. Mais, après le 28 septembre et le départ de Spínola, le MFA a choisi de s'engager dans la voie d'une véritable décolonisation. En fait, de nombreux obstacles se sont opposés jusqu'à présent à la réussite d'une telle solution.

Le problème le plus grave est évidemment l'opposition irréductible entre les mouvements de libération. D'un côté, le MPLA, dirigé par Agostinho Neto, rejette toute solution néo-coloniale et accomplit un large travail de mobilisation populaire, de création d'hôpitaux, d'alphabétisation, de développement de comités d'auto-défense. Pratiquement hégémonique dans les villes ainsi que dans l'ouest et le sud du pays, le MPLA se trouve exclu du nord et de l'est de l'Angola, et souffre d'un manque évident en armements et en équipements de toute sorte. De l'autre côté, le FNLA de Roberto Holden dispose de 20 000 hommes surarmés par les Américains et bien entraînés par des instructeurs chinois ; il bénéficie de l'appui du Zaïre. Le FNLA contrôle le nord du pays et commence à attaquer le MPLA dans les villes. Il s'est trouvé renforcé par la récente sécession de Daniel Chippenda, sorti du MPLA avec la fraction « tendance de l'est »

du mouvement. Enfin, l'UNITA de Jonas Savimbi, mouvement plus faible que les deux précédents, tend de plus en plus à mener la même politique que le FNLA dans certaines régions de l'est et du centre du pays.

Dans cette situation, les tentatives de conciliation entre les trois mouvements, comme la conférence de Monbasa ou les accords de Penina, en janvier 1975, n'ont abouti qu'à un accord de façade : condamnation du FLEC,



annonce de l'indépendance pour le 11 novembre prochain et réunion à cette date d'une Constituante. En fait la situation n'a cessé de se dégrader : attaques de plus en plus violentes du FNLA contre le MPLA à Luanda, qui ont fait des centaines de victimes et invasion du nord du pays à partir du Zaïre. Dès lors, l'attitude qu'adoptera le MFA risque d'être décisive.

## la fin des ambiguïtés

Jusqu'à présent, la politique du MFA a été extrêmement contradictoire : à la suite du départ de Spínola, l'Amiral Rosa Coutinho avait mené, en tant que haut-gouverneur de l'Angola, une politique nettement favorable au MPLA. Accusé de partialité par le FNLA et l'UNITA, attaqué par les colons de Luanda, il avait dû se retirer en janvier. Son successeur, Silva Cardoso, permettait, au nom d'une prétendue « neutralité », un ravitaillement en armes du FNLA qui a abouti aux massacres d'avril et de mai. Les délégués du MPLA à

Lisbonne nous ont déclaré en avril que le haut-gouverneur allait même jusqu'à interdire au MPLA de prendre possession des armes qui arrivaient à l'aéroport de Luanda. Un voyage d'Augustinho Neto à Lisbonne permit au MPLA d'alerter le MFA sur la nouvelle situation. Le nouveau ministre des Affaires Etrangères de Lisbonne, le major Melo Antunes, s'est rendu voici deux semaines à Luanda et a déclaré à son retour qu'on ne pourrait exclure l'hypothèse d'une généralisation des conflits entre les trois mouvements nationalistes angolais. Dans le même temps, le ministère de la défense communiquait sa décision de confier à l'armée portugaise « la responsabilité totale de la sécurité de l'Angola » et annonçait qu'elles s'étaient assurées du « contrôle total de la situation ».

Cette mesure s'accompagne de la décision de désarmer tous les civils et de confier aux tribunaux militaires le jugement des délits commis par tous les mouvements. Le communiqué déclare enfin : « Le gouvernement rejette toute violence contre les personnes et les biens et condamne ceux qui, consciemment ou inconsciemment, ont été les agents de cette violence, et reconnaît la responsabilité de tous les Angolais dans le maintien d'un climat paisible. » Une telle mesure revient à apporter un soutien objectif au MPLA, majoritaire dans l'opinion du peuple angolais, mais de plus en plus faible militairement à cause de la mollesse du soutien soviétique et du renforcement permanent de ses adversaires. Mais cette décision ne va pas sans risques.

## une double hypothèse

Il n'est pas étonnant que l'assemblée du MFA des 17 et 18 mai derniers ait discuté longuement de la situation angolaise. Ce n'est pas uniquement l'avenir de la révolution angolaise qui est hypothéqué par la division des mouvements nationalistes et la pression impérialiste. C'est aussi la révolution portugaise. Quelles seraient, en effet, les conséquences d'une guerre civile en Angola, voire même d'une intervention du Zaïre soutenu par les USA, au moment même où le Portugal traverse une des crises les plus importantes qu'il ait connues depuis le 25 avril dernier ?

C'est dans les guerres coloniales que les capitaines du MFA ont muri leur conscience politique, forgé leur mouvement, et décidé d'en finir avec le fascisme qui régnait à Lisbonne depuis quarante-huit ans. C'est de nouveau en Afrique que les militaires portugais doivent prendre des décisions cruciales : mais, cette fois, c'est l'avenir de deux révolutions qui est en jeu.

J.P. ■

## l'aventure ... politique avec Découverte et Culture - Loisirs

Il est encore temps de s'inscrire pour un des séjours préparés par Découverte, Culture et Loisirs, en France et à l'étranger, partout où il se passe quelque chose.

Algérie, Pérou, etc...

Prendre contact avec DCL  
94 rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris  
Tél. : 325.00.09 ou 633.77.78

Portugal, 15 jours pour 880 F seulement  
Grèce, Albanie, Palestine,

NB : le n° 4 de « l'Heure des Brasiers », l'organe de DCL, est sorti, de même qu'une affiche, disponible pour les foyers et les MJC. DCL sera bien sûr présent à la fête du PSU les 7 et 8 juin, à Paris.

de notre envoyé spécial au colloque de Nancy sur le sous-développement culturel

# La culture manque-t-elle de bras ?

Place Stanislas, une agitation dépassant la normale se nourrit de l'apparition successive de troupes donnant leur spectacle en plein air et de l'afflux de visiteurs et de « festivaliers ». Au musée des Beaux Arts se presse une partie de l'« intelligentsia » de la gauche française. Dans le vieux Nancy sans voitures, des scènes ont été dressées et divers spectacles animent le quartier : fanfares, théâtre, défilés. A tous les coins de la ville, plus de vingt lieux scéniques ont été aménagés ; de 14 h 30 à 1 h du matin, le théâtre y fait rage. Rue St.-Jean, les employés de Rogers Color en grève distribuent un tract expliquant leurs revendications et sollicitant le soutien des passants. On y lit : « 1 500 F par mois, 40 heures, 3 semaines de congé. » Entre une scène et l'autre se pose naturellement la question des rapports de la culture en place et de la population travailleuse, qui a d'autres chômages à fouetter...

## ● cocktails

Réflexions parallèles à l'usage des « contestataires-de-mauvaise-foi-mettant-en-cause-le-libéralisme-du-pouvoir » : à la question posée par le metteur en scène Jack Lang, le directeur du TNP chassé par le ministre Michel Guy, les participants au colloque vont donner des réponses très diverses. Rares seront celles qui seront favorables au pouvoir, qui ne dénonceront pas, avec une virulence variable, sa politique et ses carences.

A l'invitation lancée par les organisateurs du Festival aux troupes théâtrales du monde entier, une quarantaine d'entre elles ont répondu. Bien peu des spectacles proposés n'étaient pas engagés. Presque tous traitaient de l'oppression, de l'exploitation sous ses diverses formes, et des réactions populaires. La volonté révolutionnaire s'affirmait haut et fort, souvent avec un remarquable talent.

Ainsi, alors que dans tout Nancy explosaient les cocktails Molotov de la contestation culturelle, une énorme sébile, tenue par de célèbres mains, était tendue vers le pouvoir, à l'autre bout de la place Stanislas. Druon aurait été ravi et n'aurait pas manqué de dénoncer le paradoxe, avec la simplicité d'âme qui caractérisa en leur temps ses prises de position. Que les jeux étaient simples et les rôles limpides au temps du roi maudit des Affaires Culturelles.

## ● brio

Aujourd'hui, en effet, la venue au pouvoir d'une bourgeoisie moderniste a pu suggérer à nombre d'aimables libéraux que la politique culturelle du pouvoir était plus éclairée. Fort de sa

réputation d'amateur d'art averti, M. Guy, lui aussi théâtral en diable, a « rénové les cadres » comme on dit, et fait valser avec brio les quelques piécettes de son budget ; la censure officiellement est morte, et c'est merveille de voir toutes ces pièces « gauchistes » présentées en Meurthe-et-Moselle. On a bien vu les invités de la majorité se récuser massivement alors qu'ils étaient conviés à venir parler pour le pouvoir à ce colloque ; mais qui prétendra qu'on aurait pu les mettre dans l'embarras ? Jean-Jacques Servan-Schreiber, très à l'aise dans un monde qu'il connaît bien pour le pratiquer depuis des années — celui du cirque et du théâtre — n'a pas manqué de faire savoir qu'il serait bien étonné si son ami Michel Guy ne venait pas répondre aux accusations. JJSS est donc bien étonné.

## ● au fond

On a vu à Nancy quantité de gens bien informés parler librement du « sous-développement culturel en France ».

passablement paternalistes : « Il faut que tout le monde ait accès à l'art » — « Il n'est plus question de classes quand on parle de beauté ». On a pu parler de « répandre la culture ».

Venant de personnes proches du pouvoir, on ne s'étonnera pas de ces remarques. Mais il nous paraît plus ennuyeux de devoir entendre, à la suite de la démolition éblouissante de la politique culturelle du pouvoir par notre camarade du PCF, Jack Ralite, des suggestions visant purement et simplement à « démocratiser » la culture. « Généralisons l'accès à la culture bourgeoise », semble être l'idée que le PCF se fait de la « révolution culturelle ». Comme si le « développement » culturel était affaire de doses et de quantités. Comme si on pouvait faire l'économie de l'analyse du contenu de classe de la culture. Les suggestions institutionnelles du PS, intéressantes en elles-mêmes, ne nous semblent guère suffire non plus. Mais le PS n'a

## ● musée

Combien rafraîchissantes, combien plus justes à nos yeux les quelques remarques qui ont été faites par certains orateurs sur le cadre de vie, l'urbanisme, et « l'animation culturelle ». Car il est clair que la renaissance d'une culture populaire ne passe pas d'abord par la sphère culturelle : l'instauration de nouveaux rapports sociaux, la désaliénation des travailleurs, sont probablement seules de nature à leur faire retrouver les voies de l'expression et de la création, loin de la « culture » de consommation et d'abrutissement qui est leur lot quotidien accessible, loin d'une culture qui sème l'idéologie dominante et récolte le fric.

Dans les luttes où se forge la conscience de classe, sur les lieux de travail et d'existence où se mènent les actions contre l'exploitation, vit la culture populaire. Les troupes qui, à Nancy ou ailleurs, font à l'heure actuelle le théâtre le plus populaire — pour continuer sur ce seul terrain du théâtre, alors que le raisonnement vaut pour les autres modes d'expression — l'ont tellement compris qu'elles travaillent, « à la ville comme à la scène », au contact des réalités sociales, en liaison avec les travailleurs en lutte, en lutte pour le temps de vivre et de créer.

L'ambiguïté des festivals, c'est qu'en même temps qu'ils font mieux connaître ces troupes, ils les remettent, le temps de leur durée, dans le musée dont elles commencent à faire émerger le théâtre. L'ambiguïté des colloques sur le sous-développement est qu'on y voit rarement assister les sous-développés...

## ● doucement

Le colloque de Nancy aura peut-être eu pour principal mérite de faire mieux connaître à la minorité privilégiée intéressée par les « problèmes culturels » à l'heure actuelle, l'étendue du fossé qui la sépare du reste du pays. Les vraies réponses, les solutions profondes au « sous-développement culturel » des classes exploitées, ne seront trouvées que dans la lutte contre le système et l'idéologie qui les condamne à ce statut de « Tiers-Monde » de la culture. Les peuples colonisés par la France ont rejeté « leurs ancêtres les Gaulois » ; les minorités nationales reprennent la parole, leur parole. Endormie par la culture bourgeoise, la culture populaire, doucement, se réveille aussi.

Marc CHENETIER ■



Presque tous les participants au colloque se réclamaient d'idées au moins libérales en matière culturelle. Beaucoup se situaient clairement à gauche : très peu ont parlé de la culture en termes de classe. Presqu'aucun n'a posé la question de savoir de quelle culture on parlait. On a pu assister à un assaut impressionnant de suggestions

pas, dans ce domaine, la vision strictement quantitative présentée plus haut. Il est évident que, pour lui, la « crédibilité gouvernementale » est aussi acquise au prix de détails donnés sur « une autre organisation de la culture ». Il faudrait décidément organiser avec le PCF et le PS, comme avec les organisations d'extrême gauche, un débat de fond sur ce sujet.